



N° 734

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 7 mars 2018.

PROJET DE LOI

*autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique
et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres,
d'une part, et la République de Cuba, d'autre part,*

(Renvoyé à la commission des affaires étrangères, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. Édouard PHILIPPE,
Premier ministre,

PAR M. Jean-Yves LE DRIAN,
ministre de l'Europe et des affaires étrangères

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Durant les deux dernières décennies, les relations entre l'Union européenne et ses États membres vis-à-vis de Cuba étaient officiellement définies par la « position commune » de 1996⁽¹⁾, une décision prise dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) subordonnant toute coopération avec Cuba à une démocratisation du régime. Cette décision était *de facto* devenue obsolète : plusieurs chefs d'État et membres de gouvernement européens ont effectué des déplacements officiels à Cuba, et un dialogue sur les droits de l'Homme est conduit depuis 2015. Elle a été formellement abandonnée par l'Union européenne le 6 décembre 2016⁽²⁾.

Le dialogue entre l'Union européenne et Cuba avait en fait repris dès 2008 avec la signature d'une déclaration conjointe de coopération et l'instauration d'un dialogue politique, qui a mis en lumière la nécessité d'instaurer un cadre pour les relations UE-Cuba. La présidence française de l'Union européenne a joué un rôle moteur dans le lancement du processus ayant conduit à la négociation avec la partie cubaine.

Le 18 avril 2013, la Commission européenne a présenté au Conseil la recommandation visant à autoriser la Commission et la Haute Représentante à négocier les dispositions d'un accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et la République de Cuba. À la suite de l'adoption du mandat lors du Conseil Affaires étrangères du 10 février 2014, les négociations ont pu débuter en avril de la même année.

Alors que certains États membres étaient réticents à négocier avec ce pays et que les discussions n'avaient débuté que sur le volet du dialogue politique, le processus a bénéficié de la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba. Les négociations ont pu avancer à un bon rythme et être étendues au volet de coopération commerciale, dont la France avait demandé l'inclusion dans le mandat.

(1) Position commune du Conseil de l'Union européenne n° 96/697/PESC du 2 décembre 1996 <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31996E0697&from=FR>

(2) Décision (PESC) 2016/2233 du 6 décembre 2016 <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32016D2233>

L'accord de dialogue politique et de coopération (ADPC) entre l'Union européenne et Cuba ainsi négocié a été paraphé à La Havane le 11 mars 2016 par la Haute Représentante, Mme Federica Mogherini. Il a été signé à Bruxelles par l'Union européenne, ses États membres, et la République de Cuba, le 12 décembre 2016.

L'accord se compose d'un préambule et de quatre-vingt-neuf articles répartis en cinq parties.

Le préambule de l'accord réaffirme en particulier l'attachement des parties au multilatéralisme et au rôle des Nations unies, au respect des droits de l'Homme universels, à la lutte contre les discriminations et à la démocratie. Il fait également mention des obligations internationales dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, de la lutte contre le commerce et l'accumulation illicites d'armes légères et de petit calibre. Il souligne l'attachement au développement inclusif et durable et réaffirme l'importance des principes et des règles qui régissent le commerce international ainsi que l'opposition des parties aux mesures coercitives unilatérales assorties d'effets extraterritoriaux.

La partie I (**articles 1^{er} et 2**) est consacrée aux dispositions générales.

L'**article 1^{er}** définit les principes de l'accord, rappelant l'attachement des parties au système multilatéral et à des relations centrées sur l'égalité, la réciprocité et le respect mutuel. Le développement durable est défini comme un « principe directeur » de la mise en œuvre de l'accord. Par ailleurs le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques constitue un élément essentiel de l'accord.

L'**article 2** précise les objectifs de l'accord, orientés vers la coopération, le dialogue, la compréhension des parties dans le but de renforcer les relations existantes, de moderniser l'économie et la société cubaine, et d'atteindre les objectifs du développement durable.

La partie II (**articles 3 à 14**) est consacrée au dialogue politique qui devra avoir lieu à intervalles réguliers à la fois au niveau des hauts fonctionnaires et au niveau politique.

Les **articles 3 à 5** traitent de la mise en place, dans le cadre du dialogue politique global, d'un dialogue sur les droits de l'Homme.

Les **articles 6 à 14** sont consacrés au commerce illicite d'armes légères et de petit calibre et autres armes conventionnelles ; au désarmement et à la

non-prolifération des armes de destruction massive ; à la lutte contre le terrorisme ; aux crimes graves de portée internationale ; aux mesures coercitives unilatérales ; à la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants ; à la lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogues illicites ; à la lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ; au développement durable.

La partie III (**articles 15 à 59**) est dédiée à la coopération et au dialogue sur les politiques sectorielles dont elle définit les modalités et les procédures : assistance technique et financière, participation de Cuba aux programmes de coopération de l'UE, promotion de modalités et de financements innovants. Cette partie est composée de sept titres.

Le titre I^{er} est consacré aux dispositions générales (**articles 15 à 21**) et prévoit la mise en œuvre d'actions de coopération au niveau bilatéral et régional dans le cadre d'outils et de procédures définies entre les parties, et dans l'optique de compléter les actions de développement économique et social à Cuba, de favoriser un développement durable et inclusif et de promouvoir la confiance mutuelle.

Le titre II est intitulé démocratie, droits de l'Homme et bonne gouvernance (**articles 21 à 26**). Dans l'**article 22** les parties conviennent de coopérer pour renforcer la démocratie et les droits de l'Homme, leurs principes et leurs pratiques. Les actions de coopération devront notamment viser à « assurer le respect et la défense de la déclaration universelle des droits de l'Homme, ainsi que la promotion et la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels pour tous » et à « mettre en œuvre de manière effective les instruments internationaux en matière de droits de l'Homme et les protocoles facultatifs applicables à chaque partie, ainsi que les recommandations émanant des organes de défense des droits de l'Homme des Nations unies et acceptées par les parties ». Globalement, la problématique des droits de l'Homme devra être abordée de manière transversale dans les actions et les programmes de développement. Ce titre vise par ailleurs à prendre des engagements pour coopérer dans le domaine de la bonne gouvernance (**article 23**), dans le respect des engagements internationaux des parties et en particulier de la Charte des Nations unies ; du renforcement des institutions et de l'Etat de droit (**article 24**) ; de la modernisation de l'administration publique (**article 25**) ; et de la prévention et de la résolution des conflits (**article 26**).

Le titre III est intitulé promotion de la justice, sécurité des citoyens et migrations (**articles 27 à 36**). Dans l'**article 27** les parties conviennent de coopérer pour garantir un niveau élevé de protection des données à caractère personnel, en adéquation avec les normes et les instruments internationaux. L'**article 28** est dédié à la coopération en matière de lutte contre le problème mondial de la drogue et dans l'**article 29**, les parties s'engagent à coopérer pour prévenir et combattre l'utilisation de leurs institutions et systèmes financiers aux fins de blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles. Les articles suivants traitent de la volonté des parties de coopérer pour prévenir et combattre la criminalité organisée (**article 30**), mettre en œuvre et promouvoir les normes et les instruments internationaux contre la corruption (**article 31**), prévenir et combattre le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre (**article 32**), coopérer en matière de lutte contre le terrorisme (**article 33**). Les parties conviennent également de mener des consultations en vue de coopérer dans le domaine des migrations, de la traite des êtres humains et du trafic de migrants (**article 34**). Les **articles 35** et **36** traitent respectivement de la protection consulaire et de la contribution potentielle de la société civile.

Le titre IV est consacré au développement social et à la cohésion sociale (**articles 37 à 46**), les parties reconnaissant que le développement social va de pair avec le développement économique et s'engagent à coopérer dans ce domaine pour réduire la pauvreté, les injustices, les inégalités et l'exclusion sociale dans le but de réaliser les objectifs du développement durable. Sont spécifiés les domaines de coopération suivants : emploi et protection sociale (**article 38**), éducation (**article 39**), santé publique (**article 40**), protection des consommateurs (**article 41**), culture et patrimoine (**article 42**), personnes en situation de vulnérabilité (**article 43**), jeunesse (**article 45**), développement durable des communautés locales (**article 46**). Par ailleurs les parties s'engagent à consolider la dimension hommes-femmes dans leurs politiques, programmes et pratiques de coopération (**article 44**).

Le titre V est dédié à l'environnement, la gestion des risques de catastrophes et au changement climatique (**articles 47 à 49**). Les parties définissent leurs champs de coopération dans le but de sauvegarder et d'améliorer la qualité de l'environnement. Une coopération accrue est prévue en matière de gestion de l'eau et d'assainissement (**article 49**).

Le titre VI sur le développement économique (**articles 50 à 58**) identifie les secteurs de coopérations suivants : agriculture, développement rural, pêche et aquaculture (**article 50**) ; tourisme durable (**article 51**) ;

science, technologie et innovation (**article 52**) ; transfert de technologies (**article 53**) ; énergie, y compris renouvelable (**article 54**) ; transports (**article 55**) ; modernisation du modèle économique et social (**article 56**) ; statistiques (**article 57**) ; bonne gouvernance en matière de fiscalité (**article 58**).

Le titre VII, intégration et coopérations régionales comporte un seul article (**article 59**) qui prévoit que la coopération entre les parties soutient le développement et la coopération régionale dans le cadre du CARIFORUM⁽³⁾.

La partie IV de l'accord (**articles 60 à 79**) est consacrée aux échanges commerciaux et à la coopération commerciale dans l'optique de renforcer les relations dans ce domaine, de « favoriser l'intégration de Cuba dans l'économie mondiale » et de « soutenir la diversification de l'économie cubaine et la promotion d'un climat d'affaires propre ».

L'**article 60** définit les objectifs de coopération dans le domaine des échanges commerciaux : dialogue ; intensification des échanges ; intégration de Cuba dans l'économie mondiale ; développement et diversification du commerce intra régional ainsi que des échanges commerciaux avec l'Union européenne ; renforcement de la contribution du commerce au développement durable, y compris à ses aspects environnementaux et sociaux ; soutien à la diversification de l'économie cubaine et à la promotion d'un climat des affaires propre.

Le titre I^{er} (**articles 61 à 70**) est consacré aux échanges commerciaux, réaffirmant l'attachement des parties au commerce régi par des règles, au traitement de la nation la plus favorisée et au traitement national tels que définis par l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT)⁽⁴⁾, et au principe de transparence. Elles confirment leur engagement

(3) Le Forum caribéen des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (CARIFORUM) est une instance régionale intergouvernementale de coopération. C'est un groupe régional au sein des pays ACP qui a été créé en 1992. Il associe seize états de la Caraïbe signataires de l'Accord de Cotonou avec l'Union européenne, y compris la République dominicaine, laquelle n'est pas membre de la Communauté caribéenne (CARICOM). Le CARIFORUM contrôle et coordonne l'attribution des ressources du Fonds Européen de Développement (FED) de la région. Un Accord de Partenariat Économique a été signé avec l'UE en 2008 (ratifié par la France en 2012), qui est actuellement en application provisoire.

(4) L'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les obstacles techniques au commerce (accord OTC) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995, dans le cadre de l'annexe 1A de l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

Décret n° 95-1242 du 24 novembre 1995 portant publication de l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ensemble quatre annexes), signé à Marrakech le 15 avril 1994 : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000721939&categorieLien=cid>
Texte de l'accord : https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/04-wto.pdf

en faveur de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la facilitation des échanges et leurs droits et obligations découlant de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce⁽⁵⁾. Elles réaffirment leurs engagements en matière de mesures sanitaires et phytosanitaires, de subventions et de mesures compensatoires

Le titre II (**articles 71 à 80**) est consacré à la coopération commerciale en matière de douanes, de facilitation des échanges, de propriété intellectuelle, d'obstacles techniques au commerce, de sécurité alimentaire, de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur les questions relatives au bien-être animal, de produits traditionnels et artisanaux, de commerce et développement durable, de défense commerciale, de règles d'origine et d'investissements.

La partie V (**articles 81 à 89**) traite des dispositions institutionnelles et finales qui prévoient notamment l'institution d'un conseil conjoint (**article 81**) qui se réunit à intervalles réguliers, qui ne peuvent excéder une durée de deux ans, au niveau ministériel pour examiner toute question importante s'inscrivant dans le cadre de l'accord, d'un comité mixte (**article 82**) composé de représentants des parties au niveau hauts fonctionnaires ainsi que de sous-comités par le comité mixte afin de l'assister dans ses différentes tâches. L'**article 83** précise quelles sont les parties au traité : l'Union et/ou ses États membres selon leurs compétences propres, d'une part, et Cuba, d'autre part. L'**article 85** traite de l'exécution des obligations et des mesures pouvant être prises en cas de non-respect de ces obligations. En application de l'**article 86**, l'accord, qui est conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifiées l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires. Certaines dispositions, fixées d'un commun accord, pourront s'appliquer provisoirement (paragraphe 3). La dénonciation prend effet six mois après la date de notification à l'autre partie à l'accord. Les modalités de modification de l'accord sont précisées à l'**article 87**. L'**article 88** précise le champ d'application territoriale. Enfin, l'**article 89** rappelle les 23 versions de l'accord faisant foi, dont la version française.

Telles sont les principales observations qu'appelle l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, qui, comportant des dispositions de nature législative sur la protection des données

(5) https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/17-tbt.pdf

personnelles, est soumis au Parlement en vertu de l'article 53 de la Constitution.

PROJET DE LOI

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décède :

Le présent projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, délibéré en conseil des ministres après avis du Conseil d'État, sera présenté à l'Assemblée nationale par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, qui sera chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article unique

Est autorisée la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, signé à Bruxelles le 12 décembre 2016, et dont le texte est annexé à la présente loi.

Fait à Paris, le 7 mars 2018.

Signé : Édouard PHILIPPE,

Par le Premier ministre :
*Le ministre de l'Europe et
des affaires étrangères*

Signé : Jean-Yves LE DRIAN

ACCORD

DE DIALOGUE POLITIQUE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, D'AUTRE PART, SIGNÉ À BRUXELLES LE 12 DECEMBRE 2016

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,
LE ROYAUME DE DANEMARK,
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,
L'IRLANDE,
LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,
LE ROYAUME D'ESPAGNE,
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,
LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,
LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,
LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LA HONGRIE,
LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,
LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,
LA ROUMANIE,
LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,
LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,
LE ROYAUME DE SUÈDE,
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommés « Etats membres de l'Union européenne », et

L'UNION EUROPÉENNE,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, ci-après dénommée « Cuba »,

d'autre part,

CONSIDÉRANT la volonté des parties de consolider et d'approfondir les liens qui les unissent en renforçant leur dialogue politique, leur coopération et leurs relations économiques et commerciales, dans un esprit de respect mutuel et d'égalité,

SOULIGNANT l'importance que les parties attachent au renforcement du dialogue politique sur les questions bilatérales et internationales ;

SOULIGNANT leur volonté de coopérer dans les enceintes internationales sur les questions d'intérêt mutuel ;

AYANT À L'ESPRIT leur détermination à continuer de promouvoir le partenariat stratégique établi entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes et la stratégie commune relative au partenariat Caraïbes-UE, et compte tenu des avantages mutuels de la coopération et de l'intégration régionales ;

RÉAFFIRMANT le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de la République de Cuba ;

RÉAFFIRMANT leur détermination à renforcer le multilatéralisme effectif et le rôle des Nations unies, ainsi que leur attachement à tous les principes et les buts énoncés dans la charte des Nations unies ;

RÉAFFIRMANT leur respect des droits de l'homme universels tels qu'énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans les autres instruments internationaux applicables en matière de droits de l'homme ;

RAPPELANT leur attachement aux principes reconnus de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'état de droit ;

RÉAFFIRMANT leur détermination à promouvoir la paix et la sécurité internationales et le règlement pacifique des différends, en conformité avec les principes de la justice et du droit international ;

CONSIDÉRANT leur attachement aux obligations internationales dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi qu'à la coopération en la matière ;

CONSIDÉRANT leur détermination à lutter contre le commerce et l'accumulation illicites d'armes légères et de petit calibre, dans le respect plein et entier des obligations qui leur incombent en vertu des instruments internationaux, et à coopérer dans ce domaine ;

CONFIRMANT leur détermination à combattre et à éliminer toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle ;

SOULIGNANT leur attachement à un développement inclusif et durable et leur détermination à œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

RECONNAISSANT le statut de pays insulaire en développement de Cuba et prenant en considération les niveaux de développement respectifs des parties ;

RECONNAISSANT l'importance de la coopération au développement en faveur des pays en développement, pour la durabilité de leur croissance et de leur développement et la pleine réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international ;

SE FONDANT sur le principe de la responsabilité partagée et convaincus qu'il importe de prévenir la production, le trafic et la consommation de drogues illicites ;

RAPPELANT leur détermination à lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent, la criminalité organisée, la traite des êtres humains et le trafic de migrants ;

RECONNAISSANT la nécessité d'une coopération renforcée dans les domaines de la promotion de la justice, de la sécurité des citoyens et des migrations ;

CONSCIENTS de la nécessité de promouvoir les objectifs du présent accord par la voie du dialogue et de la coopération entre tous les acteurs concernés, y compris, lorsque cela se justifie, les autorités régionales et locales, la société civile et le secteur privé ;

RAPPELANT leurs engagements internationaux en matière de développement social, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des droits des travailleurs, ainsi que ceux qui sont liés à l'environnement ;

RÉAFFIRMANT le droit souverain des Etats sur leurs ressources naturelles et leur responsabilité à l'égard de la préservation de l'environnement en conformité avec leur législation nationale, les principes du droit international et la déclaration de la conférence des Nations unies sur le développement durable ;

RÉAFFIRMANT l'importance que les parties attachent aux principes et aux règles qui régissent le commerce international, en particulier ceux que consacrent l'accord du 15 avril 1994 instituant l'Organisation mondiale du commerce et les accords multilatéraux qui y sont annexés, ainsi qu'à la nécessité de les appliquer d'une manière transparente et non discriminatoire ;

RÉAFFIRMANT leur opposition aux mesures coercitives unilatérales assorties d'effets extraterritoriaux, contraires au droit international et aux principes du libre-échange, et déterminés à promouvoir leur abrogation ;

PRENANT NOTE du fait que si les parties décidaient, dans le cadre du présent accord, d'adhérer à des accords spécifiques relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, que l'Union conclurait conformément à la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions de ces accords futurs ne lieraient pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins que l'Union européenne, en même temps que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande pour ce qui concerne leurs relations bilatérales antérieures respectives, ne notifie à Cuba que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande sont désormais liés par ces accords en tant que membres de l'Union, conformément au protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. De même, toute mesure ultérieure interne à l'Union européenne adoptée conformément à la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux fins de la mise en œuvre du présent accord ne lierait pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins qu'ils n'aient notifié leur souhait de participer à cette mesure ou de l'accepter conformément au protocole n° 21. Prenant également note du fait que ces accords futurs ou ces mesures ultérieures internes à l'Union européenne entreraient dans le champ d'application du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé auxdits traités,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Principes

1. Les parties confirment leur attachement à un système multilatéral solide et effectif ainsi qu'au respect plein et entier du droit international et des buts et principes consacrés dans la charte des Nations unies.

2. De même, elles considèrent que leur attachement aux bases établies des relations entre l'Union européenne et Cuba, qui sont centrées sur l'égalité, la réciprocité et le respect mutuel, constitue un aspect fondamental du présent accord.

3. Les parties conviennent que toutes les mesures relevant du présent accord sont mises en œuvre en conformité avec leurs principes constitutionnels, cadres juridiques, législations, normes et réglementations respectifs, ainsi qu'avec les instruments internationaux applicables auxquels elles sont parties.

4. Les parties confirment leur détermination à promouvoir le développement durable, qui est un principe directeur de la mise en œuvre du présent accord.

5. Le respect et la promotion des principes démocratiques, le respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux fondamentaux en matière de droits de l'homme et leurs protocoles facultatifs qui sont applicables aux parties, ainsi que le respect de l'état de droit constituent un élément essentiel du présent accord.

6. Dans le cadre de leur coopération, les parties reconnaissent que tous les peuples ont le droit de déterminer librement leur système politique et de mener librement leur développement économique, social et culturel.

Article 2

Objectifs

Les parties conviennent que les objectifs du présent accord sont les suivants :

a) consolider et renforcer les relations existantes entre les parties dans les domaines du dialogue politique, de la coopération et du commerce, sur la base du respect mutuel, de la réciprocité, de l'intérêt commun et du respect de la souveraineté des parties ;

b) accompagner le processus de modernisation de l'économie et de la société cubaines en fournissant un cadre global pour le dialogue et la coopération ;

c) mener un dialogue orienté vers les résultats sur la base du droit international afin de renforcer la coopération bilatérale et l'engagement mutuel dans les enceintes internationales, en particulier les Nations unies, dans le but de renforcer les droits de l'homme et la démocratie, de parvenir à un développement durable et de mettre fin à la discrimination sous tous ses aspects ;

d) soutenir les efforts visant à atteindre les objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

e) promouvoir les relations commerciales et économiques en conformité avec les règles et les principes régissant le commerce international inscrits dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

f) renforcer la coopération régionale dans les Caraïbes et en Amérique latine afin d'apporter, dans la mesure du possible, des réponses régionales aux défis régionaux et mondiaux et de promouvoir le développement durable de la région ;

g) promouvoir la compréhension en encourageant les contacts, le dialogue et la coopération entre les sociétés de Cuba et des pays de l'UE, à tous les niveaux.

PARTIE II

DIALOGUE POLITIQUE

Article 3

Objectifs

Les parties conviennent de mener un dialogue politique. Les objectifs de ce dialogue sont les suivants :

a) renforcer les relations politiques et favoriser les échanges et la compréhension mutuelle pour ce qui est des questions d'intérêt et de préoccupation communs ;

b) permettre un vaste échange de vues et d'informations entre les parties sur les positions dans les enceintes internationales et promouvoir la confiance mutuelle tout en définissant et en renforçant des approches communes, dans la mesure du possible ;

c) renforcer les Nations unies en tant qu'élément central du système multilatéral, sur la base de la charte des Nations unies et du droit international, afin de leur permettre de mener une action efficace à l'égard des défis mondiaux ;

d) continuer à promouvoir le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (CELAC).

Article 4

Domaines et modalités

1. Les parties conviennent que le dialogue politique a lieu à intervalles réguliers au niveau des hauts fonctionnaires et au niveau politique et qu'il couvre tous les aspects d'intérêt mutuel, que ce soit au niveau régional ou international. Les questions à aborder dans le cadre du dialogue politique sont convenues à l'avance par les parties.

2. Le dialogue politique entre les parties sert à clarifier leurs intérêts et leurs positions et vise à trouver un terrain d'entente en vue de mener des initiatives de coopération bilatérales ou des actions multilatérales dans les domaines prévus dans le présent accord ainsi que dans d'autres domaines qui pourraient être ajoutés à la suite d'un accord entre les parties.

3. Les parties mettront en place des dialogues spécifiques dans des domaines qui le nécessitent, comme convenu d'un commun accord.

Article 5

Droits de l'homme

Dans le cadre du dialogue politique global, les parties conviennent d'instaurer un dialogue sur les droits de l'homme, en vue de renforcer la coopération pratique entre elles, tant au niveau multilatéral qu'au niveau bilatéral. L'ordre du jour de chacune des sessions de dialogue est décidé d'un commun accord par les parties, reflète leurs intérêts respectifs et aborde de façon équilibrée les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels.

Article 6

Commerce illicite d'armes légères et de petit calibre et d'autres armes conventionnelles

1. Les parties reconnaissent que la fabrication, le transfert et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, ainsi que l'accumulation excessive, la mauvaise gestion, la sécurisation insuffisante des stocks et la dissémination incontrôlée de ces armes continuent de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent de respecter et de mettre pleinement en œuvre leurs obligations et leurs engagements dans ce domaine au titre des accords internationaux et des résolutions des Nations unies applicables ainsi que d'autres instruments internationaux, en se fondant sur le cadre reconnu qu'est le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

3. Les parties réaffirment le droit naturel de légitime défense inscrit à l'article 51 de la charte des Nations unies, de même que le droit de chaque Etat de fabriquer, d'importer et de détenir des armes légères et de petit calibre à des fins de défense et de sécurité nationale ainsi que pour être à même de participer à des opérations de maintien de la paix conformément à la charte des Nations unies et sur la base de la décision de chacune des parties.

4. Les parties reconnaissent l'importance des systèmes de contrôle interne du transfert d'armes conventionnelles, conformément aux instruments internationaux comme défini au paragraphe 2. Les parties reconnaissent qu'il importe d'appliquer ces contrôles de manière responsable, en vue de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité internationales et régionales, à la réduction de la souffrance humaine et à la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles ou de leur détournement au profit de destinataires non autorisés.

5. Les parties conviennent en outre de coopérer aux niveaux bilatéral, régional et international et d'assurer la coordination, la complémentarité et la synergie de leurs efforts afin de garantir qu'il existe des lois, des réglementations et des procédures appropriées pour exercer un contrôle effectif sur la production, les exportations, les importations, les transferts ou les retransferts d'armes légères et de petit calibre et d'autres armes conventionnelles et pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes, de manière à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elles conviennent d'instaurer un dialogue politique régulier visant à accompagner et à consolider cet engagement, en tenant compte de la nature, de la portée et de l'ampleur du commerce illicite d'armes pour chaque partie.

Article 7

Désarmement et non-prolifération des armes de destruction massive

1. Les parties, réaffirmant leur attachement à un désarmement général et complet, estiment que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, au profit d'acteurs tant étatiques que non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix, la stabilité et la sécurité internationales.

2. Les parties prennent note de la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes « zone de paix », par laquelle les Etats de cette région s'engagent notamment à promouvoir le désarmement nucléaire, ainsi que du statut de zone exempte d'armes nucléaires de l'Amérique latine et des Caraïbes.

3. Les parties conviennent de coopérer et de contribuer aux efforts internationaux en matière de désarmement, de non-prolifération des armes de destruction massive sous tous ses aspects, de non-prolifération de leurs vecteurs et de contrôle national des exportations d'armes, en respectant pleinement et en mettant en œuvre au niveau national les obligations qui leur incombent au titre des traités et des accords internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération, les autres obligations internationales qui leur sont applicables, ainsi que les principes et les normes du droit international.

4. Les parties conviennent que la présente disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

5. En outre, les parties conviennent de procéder à des échanges de vues et de coopérer afin de prendre des mesures pour, éventuellement, signer les instruments internationaux pertinents, les ratifier ou y adhérer, selon le cas, et pour mettre en œuvre les instruments auxquels elles sont parties et s'y conformer pleinement.

6. Les parties conviennent d'instaurer un dialogue régulier dans le but d'accompagner leur coopération dans ce domaine.

Article 8

Lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

1. Les parties réaffirment l'importance de prévenir et de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et conviennent de coopérer dans le cadre d'échanges d'expériences et d'informations, dans le plein respect des principes de la charte des Nations unies, de l'état de droit et du droit international, y compris le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire, en tenant compte de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies contenue dans la résolution 60/288 de l'Assemblée générale des Nations unies du 8 septembre 2006 et ses révisions périodiques.

2. A cet effet, les parties, en particulier :

a) coopèrent dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions applicables des Nations unies et de la ratification et de la mise en œuvre des instruments juridiques universels contre le terrorisme et des autres instruments juridiques pertinents pour les parties ;

b) coopèrent en échangeant des informations sur les groupes terroristes et les réseaux qui les soutiennent, conformément au droit international et interne ;

c) coopèrent en échangeant leurs points de vue sur les moyens, les méthodes et les bonnes pratiques de lutte contre le terrorisme et l'incitation à commettre des actes de terrorisme, y compris sur le plan technique et en matière de formation, ainsi qu'en ce qui concerne la prévention du terrorisme ;

d) coopèrent en vue de favoriser un consensus international sur la lutte contre le terrorisme et son financement et sur le cadre normatif de cette lutte et œuvrent pour dégager, dès que possible, un accord sur la convention générale sur le terrorisme international, de manière à compléter les instruments de lutte contre le terrorisme déjà mis en place par les Nations unies et les autres instruments internationaux applicables en la matière auxquels elles sont parties ;

e) favorisent la coopération entre les Etats membres des Nations unies aux fins de la mise en œuvre effective, par tous les moyens appropriés, de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies dans son ensemble.

Article 9

Crimes graves de portée internationale

1. Les parties réaffirment que les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale ne devraient pas rester impunis et que, pour ces crimes, les poursuites devraient être assurées par l'adoption de mesures sur le plan intérieur ou au niveau international, selon le cas, y compris au niveau de la Cour pénale internationale.

2. Les parties réaffirment l'importance de coopérer avec les juridictions correspondantes conformément à leurs législations respectives et aux obligations internationales qui leur sont applicables.

3. Les parties conviennent que les buts et les principes de la charte des Nations unies et du droit international sont essentiels à l'existence d'une juridiction pénale internationale effective et équitable, en complément des systèmes judiciaires nationaux.

4. Les parties conviennent de coopérer en vue de renforcer le cadre juridique en matière de prévention et de répression des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale, notamment par des échanges d'expériences et le renforcement des capacités dans des domaines définis d'un commun accord.

Article 10

Mesures coercitives unilatérales

1. Les parties procèdent à des échanges de vues sur les mesures coercitives à caractère unilatéral assorties d'effets extraterritoriaux, qui sont contraires au droit international et aux règles communément acceptées du commerce international, qui touchent les deux parties et qui sont utilisées comme moyen de pression politique et économique sur des Etats et portent atteinte à la souveraineté d'autres Etats.

2. Les parties entretiennent un dialogue régulier sur l'application de ces mesures et la prévention et l'atténuation de leurs effets.

Article 11

Lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants

1. En vue de définir des domaines et des stratégies d'action commune, les parties procèdent à des échanges de vues sur la prévention du trafic de migrants et de la traite des êtres humains sous toutes ses formes, la lutte contre ces phénomènes et sur la protection des victimes conformément à la charte des Nations unies et aux instruments internationaux applicables, notamment la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, le protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et le protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, ainsi que le plan d'action mondial des

Nations unies pour la lutte contre la traite des personnes adopté par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 64/293.

2. Les parties se concentrent en particulier sur :

a) la promotion de législations et de politiques conformes aux dispositions de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, du protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer ;

b) les bonnes pratiques et les activités qui visent à aider à identifier, à arrêter et à poursuivre les réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains et à soutenir les victimes de ces crimes.

Article 12

Lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogues illicites

1. Les parties réaffirment l'importance de procéder à des échanges de vues et de bonnes pratiques dans le but de définir des domaines et des stratégies d'action commune afin de prévenir et de combattre la production, le trafic et la consommation de substances illicites dans toutes leurs variantes, y compris de nouvelles substances psychoactives, conformément à la charte des Nations unies et aux instruments internationaux applicables, en particulier les trois principales conventions des Nations unies relatives au contrôle des drogues de 1961, 1971 et 1988, la déclaration politique et la déclaration spéciale sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues approuvées lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies de juin 1998 consacrée aux drogues, la déclaration politique et le plan d'action adoptés lors du débat de haut niveau de la 52^e session de la Commission des stupéfiants des Nations unies en mars 2009 et le document final adopté à la session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies sur le problème mondial relatif à la drogue en avril 2016.

2. Les parties s'efforcent également de coopérer avec d'autres pays en vue de réduire la production et le trafic de substances illicites, dans le plein respect du droit international, de la souveraineté des États et du principe de responsabilité commune et partagée.

Article 13

Lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

1. Les parties s'engagent à participer à la lutte mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment par la ratification et la mise en œuvre universelles de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

2. Dans ce contexte, elles procèdent à des échanges sur les bonnes pratiques en matière de stratégies et de politiques visant à promouvoir la lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en particulier sur la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Durban, sur leurs territoires ainsi qu'au niveau mondial.

3. Elles procèdent également à des échanges de vues sur les moyens les plus efficaces de mettre en œuvre la décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) des Nations unies.

4. Elles examinent la possibilité de mener des actions pour lutter contre la discrimination raciale dans le cadre des Nations unies et dans d'autres enceintes.

Article 14

Développement durable

1. Les parties saluent le programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies et s'engagent à œuvrer à leur réalisation, au niveau tant national qu'international.

2. Elles s'accordent sur l'importance d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et de parvenir à un développement durable sur les plans économique, social et environnemental d'une manière équilibrée et intégrée. A cette fin, elles réaffirment leur détermination à mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030, en fonction de leurs capacités et de leurs situations respectives.

3. Les parties reconnaissent que les 17 ODD du programme de développement durable à l'horizon 2030 doivent tous être réalisés afin de réussir de mettre en place un développement durable. Elles conviennent de procéder à des échanges de vues sur la meilleure façon de coopérer pour atteindre les ODD, notamment :

a) en promouvant l'éradication de la pauvreté, de la faim, de l'analphabétisme et des mauvaises conditions de santé et en assurant une croissance économique soutenue, inclusive et durable pour tous ;

b) en donnant la priorité voulue à la résolution conjointe de tous les problèmes environnementaux, y compris le changement climatique, et en favorisant la gestion et l'utilisation durables de l'eau, des mers et des écosystèmes terrestres ;

c) en collaborant à l'autonomisation des femmes, à la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, à la facilitation de l'accès à la justice pour tous et à la mise en place d'institutions responsables, efficaces et inclusives à tous les niveaux.

4. Les parties conviennent d'instaurer un dialogue spécifique sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 afin de définir les moyens d'améliorer la coopération pratique entre elles dans le cadre général du dialogue politique. L'ordre du jour de chacune des sessions de dialogue est décidé d'un commun accord entre les parties.

5. Les parties s'engagent à renforcer le partenariat mondial pour le développement, à favoriser la cohérence des politiques à tous les niveaux et à élaborer une approche globale innovante aux fins de la mobilisation et de l'utilisation efficace de toutes les ressources publiques, privées, internes et internationales disponibles, comme indiqué dans le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

6. Les parties reconnaissent la nécessité de procéder au suivi et au réexamen réguliers du programme de développement durable à l'horizon 2030 et du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, au niveau mondial dans le cadre du forum politique de haut niveau des Nations unies pour le développement durable, y compris en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre, ainsi qu'aux niveaux national et régional, selon le cas.

7. Les parties réaffirment qu'il est nécessaire que tous les pays développés consacrent 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement et que les économies émergentes et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure se fixent des objectifs afin d'accroître leur contribution à l'aide publique internationale.

PARTIE III

COOPÉRATION ET DIALOGUE SUR LES POLITIQUES SECTORIELLES

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 15

Objectifs

1. L'objectif général de la coopération et du dialogue sur les politiques sectorielles dans le cadre du présent accord est de renforcer les relations bilatérales entre l'Union européenne et Cuba au moyen de ressources, de mécanismes, d'outils et de procédures.

2. Les parties conviennent :

a) de mettre en œuvre des actions de coopération complétant les efforts de développement économique et social durable de Cuba, dans les domaines définis comme prioritaires et mentionnés aux titres I à VI de la présente partie ;

b) de favoriser un développement durable et inclusif en améliorant la complémentarité entre la croissance économique, la création d'emplois, la cohésion et la protection sociales et la protection de l'environnement ;

c) de contribuer à la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 par des actions de coopération efficaces ;

d) de promouvoir la confiance mutuelle par des échanges de vues réguliers et par la définition de domaines de coopération touchant à des thèmes mondiaux qui présentent un intérêt pour les deux parties.

Article 16

Principes

1. La coopération soutient et complète les efforts déployés par les parties pour mettre en œuvre les priorités fixées dans leurs propres politiques et stratégies de développement.

2. La coopération est le résultat d'un dialogue entre les parties.

3. Les activités de coopération sont établies au niveau tant bilatéral que régional et se complètent les unes les autres de manière à soutenir les objectifs exposés dans le présent accord.

4. Les parties encouragent la participation de l'ensemble des acteurs concernés à leurs politiques de développement et à leur coopération, comme prévu dans le présent accord.

5. Les parties renforcent l'efficacité de leur coopération en agissant dans des cadres convenus d'un commun accord, en tenant compte de leurs engagements internationaux multilatéraux. Elles favorisent l'harmonisation, l'alignement et la coordination entre les donateurs, ainsi que le respect des obligations mutuelles liées à la mise en œuvre des activités de coopération.

6. Les parties conviennent de prendre en considération leurs différents niveaux de développement lors de la conception des activités de coopération.

7. Les parties conviennent d'assurer une gestion transparente et responsable des ressources financières mises à disposition pour les actions convenues.

8. Les parties conviennent que la coopération au titre du présent accord se déroule conformément à leurs procédures respectives établies à cet effet.

9. La coopération vise à assurer le développement durable et la multiplication des capacités nationales, régionales et locales afin de parvenir à une viabilité à long terme.

10. La coopération tient compte de toutes les questions transversales.

Article 17

Dialogue sur les politiques sectorielles

1. Les parties s'efforcent de mener un dialogue sur les politiques sectorielles dans des domaines d'intérêt mutuel. Ce dialogue peut comprendre :

a) des échanges d'informations sur l'élaboration et la planification des politiques dans les secteurs concernés ;
b) des échanges de vues sur l'harmonisation du cadre juridique des parties avec les règles et les normes internationales et sur la mise en œuvre de ces règles et de ces normes ;

c) des échanges de bonnes pratiques concernant l'élaboration des politiques sectorielles, la coordination et la gestion des politiques ou des défis sectoriels spécifiques.

2. Les parties s'efforcent d'étayer leur dialogue sur les politiques sectorielles par des mesures de coopération concrètes, lorsque cela se justifie.

Article 18

Modalités et procédures de coopération

1. Les parties conviennent de développer leur coopération selon les modalités et les procédures suivantes :

a) assistance technique et financière, dialogue et échanges de vues et d'informations en tant que moyen de contribuer à la réalisation des objectifs du présent accord ;

b) développement de leur coopération bilatérale sur la base des priorités convenues, de manière à faire progresser et à compléter les stratégies et les politiques de développement de Cuba ;

c) promotion de la participation de Cuba aux programmes de coopération régionale de l'UE ;

d) promotion de la participation de Cuba aux programmes de coopération thématique de l'UE ;

e) promotion de la participation de Cuba, en tant que partenaire associé, aux programmes-cadres de l'Union européenne ;

f) promotion de la coopération dans des domaines d'intérêt commun entre les parties et avec des pays tiers ;

g) promotion de modalités et d'instruments innovants de coopération et de financement, afin d'améliorer l'efficacité de la coopération ;

h) poursuite de l'examen des possibilités pratiques de coopération dans leur intérêt mutuel.

2. L'Union européenne informe Cuba des nouveaux mécanismes et instruments dont Cuba pourrait bénéficier.

3. L'aide humanitaire de l'Union sera fournie sur la base des besoins définis conjointement et en accord avec les principes humanitaires, lors de la survenance de catastrophes naturelles ou autres.

4. Les parties établissent conjointement des procédures de travail souples afin de garantir l'efficacité et l'efficacité de la coopération. Ces procédures pourraient inclure, si cela se justifie, la création d'un comité de coordination qui se réunirait régulièrement afin de planifier, de coordonner et de suivre de manière systématique toutes les actions de coopération et les activités d'information et de communication visant à faire connaître le soutien apporté aux actions par l'Union européenne.

5. Cuba, par l'intermédiaire de ses entités déléguées compétentes :

a) accomplit toutes les procédures d'importation, en exemption de droits de douane et de taxes, relatives aux marchandises et aux intrants liés aux actions de coopération ;

b) gère, avec les autorités sanitaires et agricoles, les contrôles sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires, chaque fois que cela est nécessaire ; et

c) accomplit les procédures de migration pour le personnel se rendant à Cuba pour les besoins des actions de coopération convenues, ainsi que les procédures afférentes à d'autres autorisations portant sur des permis de travail et de séjour temporaires pour le personnel expatrié travaillant temporairement à Cuba.

Article 19

Acteurs de la coopération

Les parties conviennent que la coopération sera mise en œuvre conformément à leurs procédures applicables par divers acteurs au sein de la société, notamment :

a) les institutions gouvernementales cubaines ou les organismes publics désignés par ces institutions ;

b) les autorités locales à différents niveaux ;

c) les organisations internationales et leurs agences ;

d) les agences de développement des Etats membres de l'Union européenne ; et

e) la société civile, y compris les associations scientifiques, techniques, culturelles, artistiques, sportives, d'amitié et de solidarité, les organisations sociales, les syndicats et les coopératives.

Article 20

Secteurs de coopération

1. Les parties conviennent de coopérer essentiellement dans les secteurs mentionnés aux titres I à VI de la présente partie.

2. Les parties conviennent que les actions de coopération à définir tiennent compte des éléments suivants en tant que vecteurs horizontaux et stratégiques de développement :

- a) le développement durable ;
- b) les droits de l'homme et la bonne gouvernance ;
- c) la durabilité environnementale ;
- d) la prévention des catastrophes ;
- e) la dimension hommes-femmes ;
- f) les personnes en situation de vulnérabilité ;
- g) le renforcement des capacités nationales ; et
- h) la gestion des connaissances.

Article 21

Moyens de la coopération et protection des intérêts financiers des parties

1. Les parties conviennent, dans les limites de leurs ressources et de leurs réglementations respectives, de mettre à disposition des moyens appropriés, y compris financiers, pour permettre la réalisation des objectifs de la coopération énoncés dans le présent accord.

2. Les parties utilisent l'assistance financière conformément aux principes de bonne gestion financière et coopèrent pour protéger leurs intérêts financiers. Les parties prennent des mesures efficaces afin de prévenir et de combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale, notamment en instaurant une entraide administrative et judiciaire dans les domaines visés par le présent accord. Tout autre accord ou instrument de financement conclu ultérieurement entre les parties renferme des clauses spécifiques de coopération financière concernant des actions de contrôle coordonnées telles que des contrôles sur place, des inspections et des mesures antifraude, notamment ceux menés par l'Office européen de lutte antifraude et l'auditeur général de la République de Cuba.

TITRE II

DÉMOCRATIE, DROITS DE L'HOMME ET BONNE GOUVERNANCE

Article 22

Démocratie et droits de l'homme

1. Conscientes que la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont la responsabilité première des gouvernements, gardant à l'esprit l'importance des particularités nationales et régionales et des divers contextes historiques, culturels et religieux et reconnaissant qu'il est de leur devoir de protéger l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales indépendamment de leurs systèmes politiques, économiques et culturels, les parties conviennent de coopérer dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme.

2. Les parties reconnaissent que la démocratie est fondée sur la volonté librement exprimée des peuples de déterminer leurs propres systèmes politique, économique, social et culturel et sur leur pleine participation à tous les aspects de la vie.

3. Les parties conviennent de coopérer en vue de renforcer la démocratie et leur capacité à appliquer les principes et les pratiques de la démocratie et des droits de l'homme, y compris les droits des minorités.

4. La coopération peut notamment comprendre des activités, convenues d'un commun accord entre les parties, visant à :

a) assurer le respect et la défense de la déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que la promotion et la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels pour tous ;

b) aborder les droits de l'homme dans le monde entier de façon juste et équitable, sur un pied d'égalité et avec la même attention, en reconnaissant que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés ;

c) mettre en œuvre de manière effective les instruments internationaux en matière de droits de l'homme et les protocoles facultatifs applicables à chaque partie, ainsi que les recommandations émanant des organes de défense des droits de l'homme des Nations unies et acceptées par les parties ;

- d) intégrer la promotion et la protection des droits de l'homme dans les politiques et les programmes de développement internes ;
- e) faire connaître et promouvoir l'éducation aux droits de l'homme, à la démocratie et à la paix ;
- f) renforcer les institutions démocratiques et les institutions œuvrant en faveur des droits de l'homme, ainsi que les cadres juridiques et institutionnels favorisant la promotion et la protection des droits de l'homme ;
- g) élaborer des initiatives communes d'intérêt mutuel dans le cadre des enceintes multilatérales compétentes.

Article 23

Bonne gouvernance

1. Les parties conviennent que la coopération dans le domaine de la bonne gouvernance repose sur le respect strict des principes de la charte des Nations unies et du droit international.

2. La coopération peut notamment comprendre des activités, convenues d'un commun accord entre les parties, visant à :

- a) garantir le respect de l'état de droit ;
- b) promouvoir des institutions transparentes, responsables, efficaces, stables et démocratiques ;
- c) procéder à des échanges d'expériences et au renforcement des capacités en ce qui concerne les questions juridiques et l'appareil judiciaire ;
- d) procéder à des échanges d'informations concernant les systèmes juridiques et la législation ;
- e) promouvoir l'échange de bonnes pratiques concernant la bonne gouvernance, l'obligation de rendre des comptes et la transparence en matière de gestion à tous les niveaux ;
- f) travailler ensemble à la mise en place de processus politiques plus inclusifs permettant la participation effective de tous les citoyens.

Article 24

Renforcement des institutions et de l'état de droit

Les parties accordent une importance particulière à la consolidation de l'état de droit, y compris l'accès à la justice et le droit à un procès équitable, ainsi qu'au renforcement des institutions à tous les niveaux dans les domaines liés à la mise en application de la loi et à l'administration de la justice.

Article 25

Modernisation de l'administration publique

Les parties conviennent, en vue de la modernisation de leur administration publique, de coopérer en ce qui concerne, entre autres :

- a) l'amélioration de l'efficacité organisationnelle ;
- b) le renforcement de l'efficacité des institutions sur le plan des services fournis ;
- c) l'amélioration de la gestion transparente des ressources publiques et de l'obligation de rendre des comptes ;
- d) l'échange d'expériences touchant à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel ;
- e) le renforcement des capacités dans les domaines, entre autres, de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques en rapport avec la prestation des services publics, de l'administration publique en ligne et de la lutte contre la corruption ;
- f) l'échange de vues et de bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques ;
- g) le renforcement des processus de décentralisation, conformément à leurs stratégies nationales de développement économique et social.

Article 26

Prévention et résolution des conflits

1. Les parties conviennent de procéder à des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière de prévention et de résolution des conflits sur la base d'une vision commune tendant à s'attaquer aux causes profondes des conflits.

2. La coopération dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits vise à renforcer les capacités permettant de résoudre les conflits et peut notamment comprendre un soutien aux processus de médiation, de négociation et de réconciliation et aux efforts plus larges déployés pour favoriser la confiance et la consolidation de la paix aux niveaux régional et international.

TITRE III
PROMOTION DE LA JUSTICE,
SÉCURITÉ DES CITOYENS ET MIGRATIONS

Article 27

Protection des données à caractère personnel

1. Les parties conviennent de coopérer afin de garantir un niveau élevé de protection des données à caractère personnel conformément aux normes adoptées au niveau multilatéral et aux autres pratiques et instruments juridiques internationaux.

2. La coopération dans le domaine de la protection des données à caractère personnel peut inclure, entre autres, le renforcement des capacités, une assistance technique et l'échange d'informations, comme convenu d'un commun accord entre les deux parties.

Article 28

Drogues illicites

1. Les parties coopèrent pour garantir une approche globale, intégrée et équilibrée de prévention et de lutte contre le problème mondial de la drogue au moyen d'une action et d'une coordination efficaces entre les autorités compétentes, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du respect de la loi, des douanes, des affaires sociales, de la justice et des affaires intérieures, en vue de l'élimination ou de la limitation autant que possible de la production et de la réduction de l'offre, du trafic, de la demande et de la détention de drogues illicites, en conformité avec la législation interne en la matière et dans le respect des droits de l'homme. Cette coopération vise aussi à atténuer les effets des drogues illicites, à aider les victimes par l'octroi d'un traitement non discriminatoire et inclusif, à s'attaquer à la production et à la consommation de nouvelles substances psychoactives et à prévenir plus efficacement le détournement de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

2. Les parties s'entendent sur les modalités de la coopération à mettre en œuvre pour réaliser lesdits objectifs. Les actions sont fondées sur des principes définis d'un commun accord en conformité avec les conventions internationales applicables, en particulier les trois principales conventions des Nations unies relatives au contrôle des drogues de 1961, 1971 et 1988, la déclaration politique et la déclaration spéciale sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues approuvées lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies de juin 1998 consacrée aux drogues, la déclaration politique et le plan d'action adoptés lors du débat de haut niveau de la 52^e session de la Commission des stupéfiants des Nations unies en mars 2009 et le document final adopté à la session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies sur le problème mondial relatif à la drogue en avril 2016.

3. Sans préjudice d'autres mécanismes de coopération, les parties conviennent de recourir à cette fin, au niveau interrégional, au mécanisme de coordination et de coopération en matière de drogues entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes, et de coopérer en vue de renforcer son efficacité.

4. Les parties conviennent également de coopérer dans la lutte contre le trafic de drogues lié à des activités criminelles, au moyen d'une coordination accrue avec les instances et les organes internationaux compétents, y compris dans le domaine de la coopération policière et judiciaire.

5. Les parties procéderont à des échanges d'expériences dans des domaines tels que la conception des politiques, des législations et des institutions, la formation du personnel, la recherche en matière de drogues, la prévention, le traitement, la réadaptation et la réinsertion sociale des consommateurs de drogue, dans le but de réduire autant que possible les conséquences négatives qu'entraîne l'abus de la drogue sur les plans sanitaire et social.

Article 29

Blanchiment d'argent

1. Les parties conviennent de coopérer pour prévenir et combattre l'utilisation de leurs institutions et systèmes financiers et de certaines activités et professions du secteur non financier aux fins du blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles, telles que le trafic de drogues illicites et la corruption, et aux fins du financement du terrorisme.

2. Les deux parties conviennent d'échanger des bonnes pratiques, de l'expertise, des initiatives de renforcement des capacités et des formations, comme convenu d'un commun accord, concernant l'assistance technique et administrative ayant pour objet l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations et le fonctionnement efficace des mécanismes destinés à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

3. La coopération porte essentiellement sur :

a) des échanges d'informations utiles dans les cadres législatifs respectifs des parties ;

b) l'adoption et la mise en œuvre effective de normes appropriées de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, équivalentes à celles adoptées par les organes internationaux compétents actifs dans ce domaine, comme le groupe d'action financière et le groupe d'action financière d'Amérique latine, selon le cas.

Article 30

Criminalité organisée

1. Les parties conviennent de coopérer pour prévenir et combattre la criminalité organisée, y compris transnationale, et la criminalité financière. A cet effet, elles encouragent et échangent de bonnes pratiques et mettent en œuvre les normes et les instruments établis au niveau international en la matière, tels que la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels et la convention des Nations unies contre la corruption.

2. Les parties conviennent également de coopérer pour améliorer la sécurité des citoyens, en soutenant notamment les politiques et les stratégies de sécurité. Cette coopération contribue à la prévention de la criminalité et peut englober des activités telles que des projets de coopération régionale entre les services de police et les autorités judiciaires, des programmes de formation et l'échange de bonnes pratiques en matière de profilage criminel. Elle comprend également, entre autres, des échanges de vues sur les cadres législatifs, une assistance administrative et technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des autorités chargées du respect de la loi, ainsi que des échanges d'informations et des mesures destinées à renforcer la coopération en matière d'enquêtes.

Article 31

Lutte contre la corruption

1. Les parties coopèrent en vue de mettre en œuvre et de promouvoir les normes et les instruments internationaux applicables, tels que la convention des Nations unies contre la corruption.

2. Les parties coopèrent notamment pour :

a) améliorer l'efficacité organisationnelle et garantir une gestion transparente des ressources publiques et l'obligation de rendre des comptes, avec la participation des différentes institutions mises en place pour lutter contre la corruption ;

b) échanger des bonnes pratiques afin de renforcer les institutions compétentes, y compris les autorités chargées du respect de la loi et les autorités judiciaires ;

c) prévenir la corruption dans les transactions internationales ;

d) évaluer la mise en œuvre des politiques de lutte contre la corruption aux niveaux local, régional, national et international dans le cadre du mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la convention des Nations unies contre la corruption ;

e) encourager les actions visant à promouvoir une culture de la transparence, la légalité et un changement de mentalité à l'égard des pratiques de corruption ;

f) faciliter les mesures d'identification et de recouvrement des actifs, promouvoir les bonnes pratiques et renforcer les capacités.

Article 32

Commerce illicite d'armes légères et de petit calibre

1. Les parties conviennent de coopérer pour prévenir et combattre le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre, y compris de leurs pièces, éléments et munitions, en mettant en œuvre le cadre reconnu que constitue le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. Dans ce contexte, elles conviennent de coopérer en vue de l'échange d'expériences et de formations entre les autorités compétentes, y compris les autorités douanières, policières et de contrôle.

2. Comme indiqué dans le programme d'action des Nations unies visé au paragraphe 1, les parties réaffirment notamment dans ce contexte le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, inscrit à l'article 51 de la charte des Nations unies, de même que le droit de chaque Etat de fabriquer, d'importer et de détenir des armes légères et de petit calibre pour ses besoins d'autodéfense et de sécurité ainsi que pour être à même de participer à des opérations de maintien de la paix conformément à la charte des Nations unies et sur la base de la décision de chacune des parties.

Article 33

Lutte contre le terrorisme

1. Les parties coopéreront en matière de lutte contre le terrorisme en mettant en œuvre le cadre et les normes convenus à l'article 8.

2. Les parties coopèrent également afin de veiller à ce que toute personne qui participe au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou apporte son appui à de tels actes soit traduite en justice. Les parties conviennent que la lutte contre le terrorisme est menée dans le respect des résolutions pertinentes des Nations unies, ainsi que de la souveraineté des parties, de la régularité de la procédure, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3. Les parties conviennent de coopérer en vue de prévenir et d'éliminer les actes terroristes, au moyen de la coopération policière et judiciaire.

4. Il convient que les parties, qui se sont engagées à suivre la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies, encouragent sa mise en œuvre équilibrée et conviennent de prendre les mesures qu'elle prescrit, le cas échéant, aussi efficacement que possible, en vue de mettre fin à la menace terroriste.

5. Les parties conviennent également de coopérer dans le cadre des Nations unies pour finaliser le projet d'accord relatif à la convention générale sur le terrorisme international.

Article 34

Migrations, traite des êtres humains et trafic de migrants

1. La coopération est entreprise à la lumière des consultations entre les parties concernant leurs besoins et leurs positions et est mise en œuvre conformément aux cadres législatifs des parties. Elle sera notamment axée sur :

- a) les causes profondes des migrations ;
- b) l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des pratiques nationales en matière de protection internationale, dans le respect des principes et des normes du droit international, notamment le principe de la protection internationale dans les cas où cela s'applique ;
- c) les règles d'admission, ainsi que les droits et le statut des personnes admises, le traitement équitable et l'intégration des non-ressortissants en situation légale, l'éducation et la formation des migrants légaux et les mesures de lutte contre le racisme et la xénophobie, ainsi que toutes les dispositions applicables en matière de droits de l'homme concernant les migrants ;
- d) l'évaluation des mécanismes et des politiques visant à faciliter les transferts de fonds ;
- e) les échanges de vues et de bonnes pratiques, ainsi que les discussions sur les questions d'intérêt commun relatives à la migration circulaire et à la prévention de la fuite des cerveaux ;
- f) l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, la coopération technique, technologique, opérationnelle et judiciaire, selon les besoins et ce qui est mutuellement acceptable, sur les questions liées à la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, y compris la lutte contre les réseaux criminels et les organisations criminelles de trafiquants et de passeurs, et l'offre d'une protection, d'une assistance et d'un soutien aux victimes de ces crimes ;
- g) le retour, dans des conditions humaines, sûres et dignes, des personnes en séjour illégal sur le territoire de l'autre partie, dans le plein respect de leurs droits fondamentaux, notamment par l'encouragement au retour volontaire et la réadmission de ces personnes, conformément au paragraphe 2 ;
- h) les mesures de soutien visant à permettre la réinsertion durable des personnes rapatriées.

2. Dans le cadre de la coopération visant à prévenir et à maîtriser l'immigration clandestine et sans préjudice de la nécessité de protéger les victimes de la traite des êtres humains, les parties conviennent en outre :

- a) d'identifier leurs ressortissants présumés et de procéder à la réadmission de leurs ressortissants présents illégalement sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou de Cuba dans les délais requis et en conformité avec les normes et procédures fixées par la législation applicable en matière de migration des Etats membres de l'Union européenne et de Cuba, sur demande et sans retard indu ni autres formalités, une fois leur nationalité établie ;
- b) de fournir à leurs ressortissants devant faire l'objet d'une réadmission les documents d'identité appropriés à cette fin.

3. Les parties conviennent de négocier, sur demande et dans les meilleurs délais, un accord régissant les obligations spécifiques incombant aux Etats membres de l'Union européenne et à Cuba en matière de migration, notamment en matière de réadmission.

Article 35

Protection consulaire

Cuba convient que les autorités diplomatiques et consulaires de tout Etat membre de l'Union européenne représenté offrent une protection à tout ressortissant d'un autre Etat membre qui ne dispose pas d'une représentation permanente effectivement en mesure d'assurer à ce ressortissant une protection consulaire dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux ressortissants de cet Etat membre de l'Union européenne.

Article 36

Société civile

Les parties reconnaissent la contribution potentielle de la société civile, notamment des milieux universitaires, des groupes de réflexion et des médias, à la réalisation des objectifs du présent accord. Elles conviennent d'encourager les actions en faveur d'une plus grande participation de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités de coopération au développement et de coopération sectorielle pertinentes, y compris par un renforcement des capacités dans ce domaine.

TITRE IV
DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COHÉSION SOCIALE

Article 37

Développement social et cohésion sociale

1. Les parties, reconnaissant que le développement social doit aller de pair avec le développement économique, conviennent de coopérer pour renforcer la cohésion sociale par la réduction de la pauvreté, des injustices, des inégalités et de l'exclusion sociale, notamment en vue de la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'objectif consistant à promouvoir un travail décent pour tous, adopté au niveau international. Pour réaliser ces objectifs, les parties mobiliseront d'importantes ressources financières, provenant à la fois des ressources de coopération et des ressources internes.

2. A cet effet, les parties coopèrent pour encourager et échanger les bonnes pratiques concernant :

a) des politiques économiques porteuses d'une vision sociale axée sur une société plus inclusive, garantissant une meilleure distribution des revenus et, partant, une réduction des inégalités et des injustices ;

b) les politiques commerciales et d'investissement, en gardant à l'esprit le lien entre commerce et développement durable, le commerce équitable, le développement rural et les entreprises urbaines publiques et privées et leurs organisations représentatives, et la responsabilité sociale des entreprises ;

c) des politiques budgétaires équitables et saines, permettant une meilleure redistribution des richesses et assurant des niveaux adéquats de dépenses sociales ;

d) des dépenses publiques efficaces dans le domaine social, associées à des objectifs sociaux clairement définis sur la base d'une approche axée sur les résultats ;

e) l'amélioration et la consolidation de politiques sociales efficaces, assurant à tous un accès équitable aux services sociaux dans toute une série de secteurs comme l'éducation, la santé, la nutrition, l'assainissement, le logement, la justice et la sécurité sociale ;

f) des politiques de l'emploi visant à garantir à tous un travail décent, conformément aux normes du travail internationales et nationales, et à créer des perspectives économiques, en mettant l'accent sur les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables et sur les régions les plus défavorisées ;

g) des régimes de protection sociale plus inclusifs et complets en ce qui concerne, entre autres, les pensions, la santé, les accidents et le chômage, sur la base du principe de solidarité et du principe de non-discrimination ;

h) les stratégies et les politiques de lutte contre la xénophobie et les discriminations fondées, entre autres, sur le genre, la race, les convictions, l'appartenance ethnique ou le handicap ;

i) des politiques et programmes spécifiquement destinés aux jeunes et visant à favoriser leur pleine intégration dans la vie économique, politique et sociale.

3. Les parties conviennent d'encourager l'échange d'informations et d'expériences sur les aspects liés au développement social et à la cohésion sociale des plans ou programmes internes.

Article 38

Emploi et protection sociale

Les parties conviennent de coopérer pour promouvoir l'emploi et la protection sociale au moyen d'actions et de programmes visant notamment à :

a) garantir un travail décent pour tous ;

b) créer des marchés du travail plus inclusifs et garantir leur bon fonctionnement ;

c) étendre la couverture de la protection sociale ;

d) encourager le dialogue social ;

e) assurer le respect des normes fondamentales du travail définies par les conventions de l'Organisation internationale du travail ;

f) traiter les questions relatives à l'économie informelle ;

g) accorder une attention particulière aux groupes défavorisés et à la lutte contre les discriminations ;

h) accroître la qualité des ressources humaines par l'amélioration de l'éducation et de la formation, y compris par la mise en place d'un système performant de formation professionnelle ;

i) améliorer les conditions de travail du point de vue de la santé et de la sécurité, notamment en renforçant les inspections du travail et en encourageant les améliorations dans les domaines de la santé et de la sécurité ;

j) stimuler la création d'emplois et l'esprit d'entreprise en renforçant le cadre institutionnel nécessaire à la création d'entreprises et en facilitant l'accès au crédit.

Article 39

Education

1. Les parties conviennent de partager leurs expériences et bonnes pratiques en ce qui concerne la poursuite du développement dans le domaine de l'éducation à tous les niveaux.

2. Les parties conviennent que la coopération vise à favoriser le développement des ressources humaines à tous les niveaux de l'éducation, notamment au niveau de l'enseignement supérieur, et à couvrir les besoins particuliers dans ce domaine. Les parties favorisent les échanges d'étudiants, de chercheurs et d'universitaires dans le cadre des programmes existants et améliorent le renforcement des capacités en vue de moderniser leurs systèmes d'enseignement supérieur.

Article 40

Santé publique

1. Les parties conviennent de coopérer dans des domaines d'intérêt commun concernant le secteur de la santé, notamment la recherche scientifique, la gestion des systèmes de santé, l'alimentation, les produits pharmaceutiques, la médecine préventive et la santé sexuelle et génésique, notamment la prévention et le contrôle des maladies transmissibles telles que le VIH/sida, les maladies non transmissibles telles que le cancer et les maladies cardiaques, et d'autres menaces sanitaires majeures, comme la dengue, le chikungunya et le virus Zika. Les parties conviennent également de coopérer pour favoriser la mise en œuvre des accords internationaux en matière de santé auxquels elles sont parties.

2. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux actions et programmes régionaux mis en œuvre dans le domaine de la santé publique.

Article 41

Protection des consommateurs

Les parties conviennent de coopérer sur les questions relatives à la protection des consommateurs en vue de protéger la santé humaine et les intérêts des consommateurs.

Article 42

Culture et patrimoine

1. Les parties s'engagent à promouvoir la coopération dans le domaine de la culture, qui inclut le patrimoine culturel, dans le plein respect de leur diversité. En conformité avec leurs législations respectives, cette coopération doit renforcer la compréhension mutuelle et le dialogue interculturel et favoriser des échanges culturels équilibrés et les contacts avec les acteurs concernés, y compris les organisations de la société civile des deux parties.

2. Les parties favorisent la coopération dans les domaines des arts, de la littérature et de la musique, notamment par l'échange d'expériences.

3. La coopération entre les parties s'inscrit dans le respect des dispositions internes applicables en matière de droits d'auteur et d'autres dispositions ayant trait au domaine culturel, ainsi que des accords internationaux auxquels elles sont parties.

4. Les parties conviennent de favoriser la coopération dans le domaine de la restauration et de la gestion durable du patrimoine. La coopération dans ce domaine inclut, entre autres, la sauvegarde et la promotion du patrimoine naturel et culturel matériel et immatériel, y compris la prévention du trafic illicite des biens culturels et la lutte contre celui-ci, conformément aux instruments internationaux applicables.

5. Les parties conviennent d'encourager la coopération dans les secteurs de l'audiovisuel et des médias, y compris la radio et la presse, grâce à des initiatives conjointes en matière de formation, ainsi que des activités de conception, de production et de distribution de contenus audiovisuels, notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture.

6. Les parties encouragent la coordination dans le cadre de l'UNESCO, en vue de favoriser la diversité culturelle, notamment par des consultations sur la ratification et l'application de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. La coopération vise aussi à encourager la diversité culturelle.

Article 43

Personnes en situation de vulnérabilité

1. Les parties conviennent de veiller à ce que la coopération en faveur des personnes vulnérables privilégie les mesures, y compris les politiques et les projets innovants, associant les personnes en situation de vulnérabilité. Cette coopération doit viser à favoriser le développement humain, à améliorer les conditions de vie et à promouvoir la pleine intégration de ces personnes dans la société.

2. La coopération comprend l'échange d'expériences sur la protection des droits de l'homme, la promotion et la mise en œuvre de politiques visant à garantir l'égalité des chances pour les personnes en situation de vulnérabilité, la création de perspectives économiques et la promotion de politiques sociales spécifiques axées sur le développement des capacités humaines par l'éducation et la formation, l'accès aux services sociaux de base, aux dispositifs de protection sociale et à la justice, l'accent étant mis tout particulièrement, entre autres, sur les personnes handicapées et leurs familles, les enfants et les personnes âgées.

Article 44

Dimension hommes-femmes

1. Les parties conviennent que la coopération contribuera à consolider les politiques, les programmes et les mécanismes visant à assurer, à améliorer et à renforcer la participation et les chances de participation, sur un pied d'égalité, des hommes et des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle, notamment en vue de la mise en œuvre effective de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la déclaration et du programme d'action de Pékin. Le cas échéant, des actions positives sont menées en faveur des femmes.

2. La coopération favorise l'intégration de la dimension hommes-femmes dans tous les domaines de la coopération concernés, y compris les politiques publiques, les stratégies et actions de développement, ainsi que d'indicateurs destinés à mesurer leur impact.

3. La coopération contribue également à faciliter l'égalité d'accès des hommes et des femmes à l'ensemble des services et des ressources leur permettant d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux, notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé, la formation professionnelle, les possibilités d'emploi, la prise de décisions politiques, les structures de gouvernance et les entreprises privées.

4. Une attention particulière est accordée aux programmes visant à prévenir et à combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

Article 45

La jeunesse

1. La coopération entre les parties appuie toutes les politiques pertinentes concernant la jeunesse. Elle soutient notamment la formation et l'emploi, les politiques familiales et l'éducation, et a pour objectif d'offrir des perspectives d'emploi aux jeunes et d'encourager les échanges d'expériences sur les programmes de prévention de la délinquance juvénile et de réinsertion dans la vie économique et sociale.

2. Les parties conviennent d'encourager une participation active des jeunes à la société, notamment lors de l'élaboration des politiques qui contribuent à leur développement et ont une incidence sur leur vie.

3. Les deux parties conviennent d'encourager la mise en œuvre de programmes destinés à favoriser la coopération entre les organisations de jeunesse, notamment de programmes d'échange.

Article 46

Développement des communautés locales

1. Les parties conviennent de coopérer pour encourager le développement durable des communautés locales, dans le cadre d'actions intégrées visant à renforcer les initiatives des différents défenseurs de la cause du développement économique local et à favoriser l'absorption des ressources existantes au niveau des communautés locales.

2. La coopération pourrait soutenir des actions telles que :

- a) des initiatives locales, conformément à chaque plan stratégique territorial ;
- b) le renforcement des capacités de gestion économique des entités de production et des prestataires de services au niveau local.

TITRE V

ENVIRONNEMENT, GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Article 47

Coopération dans le domaine de l'environnement et du changement climatique

1. Les parties conviennent de coopérer pour sauvegarder et améliorer la qualité de l'environnement au niveau local, régional et mondial, en vue d'atteindre les objectifs du développement durable.

2. Les parties, attentives à l'incidence du présent accord, accordent toute l'attention voulue au lien entre développement et environnement. Les parties veillent à recourir aux possibilités d'investissement offertes par les technologies propres.

3. La coopération facilitera aussi les progrès lors des conférences internationales dans ce domaine et contribuera à la mise en œuvre effective des accords multilatéraux et des principes convenus dans le cadre de ceux-ci dans des domaines tels que la biodiversité, le changement climatique, la désertification, la sécheresse et la gestion des produits chimiques.

4. La coopération portera en particulier sur :

- a) la conservation et la gestion durable des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes, y compris des forêts et de la pêche, ainsi que des services qu'ils fournissent ;

b) la lutte contre la pollution des eaux douces et marines, de l'air et du sol, notamment par une bonne gestion des déchets, des eaux résiduaires, des produits chimiques et autres substances et matériaux dangereux ;

c) des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, la diminution de la couche d'ozone, la désertification et la sécheresse, la déforestation, la protection des zones côtières, la préservation de la biodiversité et la biosécurité.

5. Dans ce contexte, la coopération doit viser à favoriser des initiatives conjointes dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, y compris par le renforcement des politiques de lutte contre le changement climatique.

6. La coopération peut inclure des mesures visant à :

a) favoriser le dialogue politique et sa mise en œuvre, l'échange d'informations et d'expériences sur la législation environnementale, les règles techniques et une production plus propre et sur les meilleures pratiques environnementales, ainsi que le renforcement des capacités en vue d'améliorer la gestion environnementale et les systèmes de contrôle et de surveillance dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernement ;

b) transférer et utiliser des technologies propres durables et le savoir-faire qui s'y rattache, notamment en créant des mécanismes et des mesures incitatives en faveur de l'innovation et de la protection de l'environnement ;

c) intégrer des considérations environnementales dans d'autres domaines d'action, y compris la gestion de l'utilisation des sols ;

d) promouvoir des modes de production et de consommation durables, notamment par l'utilisation durable des écosystèmes, des biens et des services ;

e) favoriser la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, ainsi qu'une participation accrue de la société civile, en particulier des communautés locales, aux efforts en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable ;

f) encourager et promouvoir la coopération régionale dans le domaine de la protection de l'environnement ;

g) contribuer à la mise en œuvre et à l'application des accords multilatéraux auxquels les parties sont parties en matière d'environnement.

Article 48

Gestion des risques de catastrophes

1. Les parties reconnaissent la nécessité de gérer tous les risques de catastrophes pesant sur le territoire d'un ou de plusieurs Etats. Les parties affirment leur volonté commune d'améliorer à cet égard les mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, de réaction et de relance afin d'accroître la résilience de leurs sociétés et de leurs infrastructures, et de coopérer, s'il y a lieu, au niveau politique, tant bilatéral que multilatéral, pour progresser dans la réalisation des objectifs de gestion des risques de catastrophes.

2. Les parties conviennent que la coopération en matière de gestion des risques de catastrophes vise à réduire la vulnérabilité et les risques et à accroître les capacités de surveillance et d'alerte précoce ainsi que la résilience de Cuba aux catastrophes, notamment, en soutenant les efforts nationaux déployés à cet égard ainsi que le cadre régional pour la réduction de la vulnérabilité et pour la capacité de réaction aux catastrophes, afin de renforcer la recherche régionale et de diffuser les bonnes pratiques, en s'appuyant sur les enseignements qui ont été tirés en ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe et les mesures de préparation, de planification, de prévention, d'atténuation, de réaction et de relance dans ce domaine.

Article 49

Eau et assainissement

1. Les parties reconnaissent la nécessité de veiller à la disponibilité et à la gestion durable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement pour tous et, en conséquence, elles conviennent de coopérer en ce qui concerne, entre autres, les domaines suivants :

a) le renforcement des capacités aux fins d'une gestion efficace des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement ;

b) les effets de la qualité de l'eau sur les indicateurs de santé ;

c) la modernisation des technologies liées à la qualité de l'eau, depuis la surveillance jusqu'aux laboratoires ;

d) les programmes d'éducation soulignant la nécessité de la conservation, de l'utilisation rationnelle et d'une gestion intégrée des ressources en eau.

2. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux actions et aux programmes de coopération régionaux mis en œuvre dans ce secteur.

TITRE VI
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Article 50

*Agriculture, développement rural,
pêche et aquaculture*

1. Les parties conviennent de coopérer dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la pêche et de l'aquaculture avec, entre autres, les objectifs suivants :

- a) l'amélioration de la productivité et de la production ;
- b) l'amélioration de la qualité des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture ;
- c) le développement de l'agriculture urbaine et suburbaine ;
- d) le renforcement des chaînes de production ;
- e) le développement rural ;
- f) l'incitation à adopter un régime sain afin de relever le niveau nutritionnel ;
- g) le développement des marchés agricoles et de la pêche, des marchés de gros et de l'accès au crédit financier ;
- h) la promotion des services de développement des entreprises à l'intention des coopératives, des petites exploitations agricoles privées et des petites communautés de pêche ;
- i) le développement de leurs marchés et la promotion des relations commerciales internationales ;
- j) le développement de la production biologique ;
- k) le développement de l'agriculture et de l'aquaculture durables dans le respect des exigences et des défis en matière d'environnement qui y sont liés ;
- l) la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation industrielle de ces ressources ;
- m) la promotion de l'exploitation et de la gestion durables des ressources halieutiques ;
- n) la promotion des bonnes pratiques en matière de gestion de la pêche ;
- o) l'amélioration de la collecte de données afin de prendre en compte les meilleures informations scientifiques disponibles pour l'évaluation et la gestion des stocks halieutiques ;
- p) le renforcement des systèmes de surveillance, de contrôle et de suivi dans le domaine de la pêche ;
- q) la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée ;
- r) le renforcement de la coopération afin d'assurer une capacité accrue à développer des technologies à valeur ajoutée pour la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

2. La coopération peut inclure, entre autres, l'apport d'une expertise technique en vue d'apporter un soutien, de renforcer les capacités et d'échanger informations et expériences dans ce domaine. Les parties conviennent d'encourager la coopération institutionnelle et de renforcer la coopération au sein des organisations internationales et avec les organisations nationales et régionales de gestion des pêches.

3. Les parties encouragent, dans les zones exposées aux catastrophes, l'analyse des risques et la mise en place de mesures adéquates visant à renforcer la résilience dans le cadre de la sécurité alimentaire et de la coopération en matière d'agriculture.

Article 51

Tourisme durable

1. Les parties reconnaissent l'importance du secteur du tourisme pour le développement économique et social des communautés locales, ainsi que le potentiel économique considérable des deux régions pour le développement d'entreprises dans ce domaine.

2. A cet effet, elles conviennent de coopérer en encourageant le tourisme durable, notamment pour favoriser :
- a) l'élaboration de politiques visant à maximiser les avantages socio-économiques du tourisme ;
 - b) la création et la consolidation de produits touristiques par la fourniture de services non financiers, de formations et d'une assistance et de services techniques ;
 - c) l'intégration de considérations environnementales, culturelles et sociales dans le développement du secteur du tourisme, y compris tant la protection que la promotion du patrimoine culturel et des ressources naturelles ;
 - d) la participation des communautés locales au processus de développement du tourisme, en particulier du tourisme rural et communautaire et de l'écotourisme ;
 - e) l'élaboration de stratégies de commercialisation et de promotion, le développement des capacités institutionnelles et des ressources humaines, et la promotion des normes internationales ;
 - f) la promotion de la coopération et de l'association entre les secteurs public et privé ;
 - g) l'élaboration de plans de gestion pour le développement du tourisme national et régional ;
 - h) la promotion des technologies de l'information dans le domaine du tourisme.

Article 52

Coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation

1. Les parties s'efforcent de développer les capacités dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation couvrant l'ensemble des activités qui relèvent des mécanismes ou des accords de coopération d'intérêt mutuel existants. A cette fin, les parties encouragent l'échange d'informations et la participation de leurs organismes de recherche et le développement technologique en ce qui concerne les activités de coopération suivantes, dans le respect de leurs règles internes :

a) l'échange d'informations sur leurs politiques scientifiques et technologiques respectives ;
b) des activités conjointes de recherche et de développement visant à favoriser les progrès scientifiques et le transfert de technologies et de savoir-faire, notamment en ce qui concerne l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

2. L'accent est tout particulièrement mis sur le développement du potentiel humain, gage d'une excellence scientifique et technologique durable, ainsi que sur le développement de liens solides entre les communautés scientifiques et technologiques des parties, au niveau tant national que régional. A cet effet, les échanges de chercheurs et de bonnes pratiques en matière de projets de recherche sont encouragés.

3. Les centres de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les autres parties prenantes situés dans l'Union européenne et à Cuba prennent part à la coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de la recherche, le cas échéant.

4. Les parties conviennent de recourir à tous les mécanismes permettant d'augmenter le nombre de professionnels hautement qualifiés et de les valoriser, notamment par la formation, la recherche collaborative, des bourses d'études et des échanges.

5. Chaque partie encourage la participation de ses organismes aux programmes scientifiques et technologiques de l'autre partie, dans l'optique d'une excellence scientifique mutuellement profitable et conformément à ses propres dispositions en matière de participation d'organismes de pays tiers.

Article 53

Transfert de technologies

1. Reconnaisant l'importance de la coopération et de l'assistance technique dans le domaine du transfert de technologies, y compris des processus d'automatisation, les parties conviennent de coopérer pour promouvoir le transfert de technologies grâce à des programmes de niveau universitaire ou professionnel consacrés au transfert de connaissances entre elles.

2. L'Union européenne facilite et encourage l'accès de Cuba aux programmes de recherche et de développement ciblant, entre autres, le développement technologique.

Article 54

Energie (y compris énergies renouvelables)

1. Reconnaisant l'importance croissante, pour le développement durable, des énergies renouvelables et des solutions visant à améliorer l'efficacité énergétique, les parties conviennent que leur objectif commun est d'encourager la coopération dans le secteur de l'énergie, en particulier en ce qui concerne les sources d'énergie durables, propres et renouvelables, l'efficacité énergétique, les technologies économes en énergie, l'électrification des zones rurales et l'intégration régionale des marchés énergétiques, entre autres domaines qu'elles ont sélectionnés et ce, dans le respect de leurs législations nationales.

2. Cette coopération peut notamment porter sur :

a) le dialogue politique et la coopération dans le secteur de l'énergie, en particulier en ce qui concerne l'amélioration et la diversification de l'approvisionnement en énergie et l'amélioration des marchés énergétiques, y compris la production, le transport et la distribution ;

b) les programmes de renforcement des capacités, le transfert de technologies et de savoir-faire dans le secteur de l'énergie, y compris des travaux sur les normes d'émission, notamment en ce qui concerne l'efficacité énergétique et la gestion du secteur ;

c) la promotion de mesures d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, d'études concernant l'impact de la production et de la consommation d'énergie sur l'environnement, notamment de leurs effets sur la biodiversité, la sylviculture et le changement d'affectation des sols ;

d) la réalisation de projets pilotes sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique, notamment dans les domaines de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne, de l'énergie biomasse, de l'hydroélectricité et des énergies houlomotrice et marémotrice ;

e) les programmes visant à sensibiliser davantage la population aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique et à accroître leurs connaissances dans ces domaines ;

f) le recyclage ou l'utilisation énergétique des déchets solides et liquides.

Article 55

Transports

1. Les parties conviennent que la coopération dans le domaine des transports est axée sur la restructuration et la modernisation des transports et des systèmes d'infrastructures qui y sont liés, en vue de faciliter et d'améliorer la mobilité des voyageurs et des marchandises et de permettre un meilleur accès aux marchés de transport urbain, aérien, maritime, ferroviaire, routier et de navigation intérieure par le perfectionnement de la gestion opérationnelle et administrative des transports et par la promotion de normes d'exploitation élevées.

2. La coopération peut notamment consister en :

a) des échanges d'informations sur les politiques des parties, en particulier en ce qui concerne les transports urbains et l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux de transports multimodaux et d'autres questions d'intérêt mutuel ;

b) la gestion de la navigation intérieure, des routes, des chemins de fer, des ports et aéroports, notamment par une coopération appropriée entre les autorités compétentes ;

c) des projets pour le transfert de technologies européennes dans le cadre du système mondial de navigation par satellite et des centres de transports publics urbains ;

d) l'amélioration des normes de sécurité et de prévention de la pollution, notamment une coopération dans les enceintes internationales compétentes afin d'assurer une meilleure application des normes internationales ;

e) des activités visant à promouvoir le développement des transports aéronautique et maritime.

Article 56

Modernisation du modèle économique et social

1. Les parties conviennent de mettre en place des actions de coopération visant à soutenir le renforcement et la modernisation de l'administration publique et de l'économie cubaines. Elles conviennent de soutenir le développement des entreprises et des coopératives, en mettant plus particulièrement l'accent sur le développement local.

2. Cette coopération pourrait être mise en œuvre dans des domaines d'intérêt mutuel tels que :

a) les politiques macroéconomiques, notamment les politiques budgétaires ;

b) les statistiques ;

c) les systèmes d'informations commerciales ;

d) des mesures de facilitation des échanges ;

e) des systèmes et des normes de qualité ;

f) un soutien aux initiatives de développement local ;

g) le développement agro-industriel ;

h) le contrôle et la surveillance par l'Etat ;

i) l'organisation et le fonctionnement des entreprises, notamment des entreprises publiques.

3. Les parties conviennent de promouvoir et d'encourager la coopération entre les institutions, notamment sectorielles, qui favorisent les instruments aidant les PME, en particulier celles dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité, l'innovation technologique, l'intégration dans les chaînes de valeur, l'accès au crédit et la formation, ainsi que de renforcer les capacités et le cadre institutionnels. Elles conviennent également de favoriser les contacts entre les entreprises des deux parties pour soutenir leur intégration dans les marchés internationaux, les investissements et le transfert de technologies.

Article 57

Statistiques

1. Les parties conviennent de coopérer pour mettre au point des méthodes et des programmes statistiques de meilleure qualité, conformément aux normes reconnues sur le plan international, incluant la collecte, le traitement, le contrôle de la qualité et la diffusion de statistiques, l'objectif étant de créer des indicateurs garantissant une meilleure comparabilité entre les parties et, partant, de permettre à celles-ci de définir les exigences en matière d'informations statistiques dans les domaines couverts par le présent accord. Les parties reconnaissent l'utilité de la coopération bilatérale pour soutenir ces objectifs.

2. Cette coopération pourrait notamment comprendre des échanges techniques entre le bureau de statistiques et d'informations de Cuba et les instituts de statistiques situés dans les Etats membres de l'Union européenne et Eurostat, y compris l'échange de scientifiques, la mise au point de méthodes améliorées et cohérentes de collecte, de ventilation, d'analyse et d'interprétation des données, ainsi que l'organisation de séminaires, de groupes de travail ou de programmes venant compléter les capacités dans le domaine des statistiques.

Article 58

Bonne gouvernance en matière de fiscalité

1. Les parties reconnaissent la nécessité d'appliquer les principes de bonne gouvernance dans le domaine fiscal, à savoir la transparence, l'échange d'informations et une concurrence fiscale loyale, et s'engagent à le faire.

2. Selon leurs compétences respectives, les parties améliorent la coopération internationale dans le domaine fiscal, facilitent la perception de recettes fiscales légitimes et mettent en place des mesures visant la mise en œuvre efficace des normes minimales de bonne gouvernance en la matière.

TITRE VII

INTÉGRATION ET COOPÉRATION RÉGIONALES

Article 59

Coopération régionale

1. La coopération soutient les activités liées au développement de la coopération régionale entre Cuba et ses voisins des Caraïbes, dans le contexte du CARIFORUM, en particulier dans les domaines prioritaires définis dans la stratégie commune relative au partenariat Caraïbes-UE. Les actions pourraient également contribuer au renforcement du processus d'intégration régionale dans les Caraïbes.

2. La coopération renforcera la participation de tous les secteurs, notamment de la société civile, au processus de coopération et d'intégration régionales, dans les conditions définies par les parties, notamment à l'appui des mécanismes de consultation et des campagnes de sensibilisation.

3. Les parties conviennent d'utiliser tous les instruments de coopération existants pour promouvoir des activités visant à développer une coopération active entre l'Union européenne et Cuba, entre Cuba et d'autres pays et/ou régions d'Amérique latine et des Caraïbes, dans tous les domaines de coopération couverts par le présent accord. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux programmes de coopération régionale en matière de recherche, d'innovation et d'éducation et à la poursuite du développement de l'espace de la connaissance UE-ALC (Union européenne - Amérique latine et Caraïbes) au moyen d'initiatives telles que l'espace commun de la recherche et l'espace commun d'enseignement supérieur. Les activités de coopération régionale et bilatérale seront aussi complémentaires que possible.

4. Les parties s'efforcent d'échanger leurs points de vue et de coopérer pour parvenir à un accord et concevoir des actions communes dans les enceintes multilatérales.

PARTIE IV

ÉCHANGES COMMERCIAUX ET COOPÉRATION COMMERCIALE

Article 60

Objectifs

Les parties conviennent que les objectifs de leur coopération dans le domaine des échanges commerciaux visent notamment à :

a) renforcer leurs relations commerciales et économiques, notamment par une incitation au dialogue sur les questions commerciales et l'encouragement d'une intensification des échanges commerciaux entre les parties ;

b) favoriser l'intégration de Cuba dans l'économie mondiale ;

c) encourager le développement et la diversification du commerce intrarégional ainsi que les échanges commerciaux avec l'Union européenne ;

d) renforcer la contribution du commerce au développement durable, y compris à ses aspects environnementaux et sociaux ;

e) soutenir la diversification de l'économie cubaine et la promotion d'un climat des affaires propice ;

f) encourager l'accroissement des flux d'investissements par l'instauration d'un environnement attrayant et stable pour des investissements réciproques grâce à un dialogue cohérent visant à améliorer la compréhension et la coopération sur les questions d'investissements, et à encourager un régime d'investissements non discriminatoire.

TITRE I^{er}

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Article 61

Commerce régi par des règles

1. Les parties reconnaissent que la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce, ainsi que l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales, servent de vecteur pour promouvoir la croissance, la diversification économique et la prospérité.

2. Les parties réaffirment qu'il est dans leur intérêt mutuel d'effectuer leurs échanges dans le cadre d'un système commercial multilatéral reposant sur des règles, en vertu duquel les parties sont responsables du maintien de la primauté des règles et de leur mise en œuvre effective, loyale et équilibrée.

Article 62

Traitement de la nation la plus favorisée

1. Chaque partie applique aux marchandises de l'autre partie le traitement de la nation la plus favorisée, conformément à l'article 1^{er} de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT 1994) et à ses notes interprétatives, qui sont intégrés dans le présent accord et en font partie intégrante, *mutatis mutandis*.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'égard d'un traitement préférentiel accordé par l'une ou l'autre partie aux marchandises d'un autre pays conformément aux accords de l'OMC.

Article 63

Traitement national

Chaque partie accorde aux marchandises de l'autre partie le traitement national prévu à l'article 3 du GATT 1994 et dans ses notes interprétatives, qui sont intégrés dans le présent accord et en font partie intégrante, *mutatis mutandis*.

Article 64

Transparence

1. Les parties réaffirment le principe de transparence dans l'application de leurs mesures commerciales et conviennent que les politiques et réglementations ayant une incidence sur le commerce extérieur devraient être clairement communiquées et expliquées.

2. Les parties conviennent que les parties intéressées devraient avoir la possibilité de prendre connaissance des règlements de chaque partie en matière de commerce international.

Article 65

Facilitation des échanges

Les parties confirment leur engagement en faveur de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

Article 66

Obstacles techniques au commerce

1. Les parties réaffirment leurs droits et obligations découlant de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (ci-après dénommé « accord OTC »).

2. Les dispositions du présent article s'appliquent aux règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité telles que définies dans l'accord OTC.

3. Les parties reconnaissent l'importance de mécanismes efficaces pour la notification et l'échange d'informations sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité, conformément à l'accord OTC.

Article 67

Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

1. Les parties réaffirment leurs droits, obligations, principes et objectifs découlant de l'accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, de la convention internationale pour la protection des végétaux, de la commission du *Codex Alimentarius* et de l'Organisation mondiale de la santé animale.

2. Les parties reconnaissent l'importance de mécanismes efficaces pour la consultation, la notification et l'échange d'informations en ce qui concerne les mesures SPS et le bien-être animal, dans le cadre des organisations internationales compétentes.

Article 68

Défense commerciale

Les parties réaffirment leurs engagements et obligations au titre des accords suivants de l'OMC : l'accord sur les sauvegardes, l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'accord sur la mise en œuvre de l'article 6 du GATT de 1994.

Article 69

Clause de révision

Les parties peuvent, par consentement mutuel, modifier et réviser la présente partie en vue d'approfondir leurs relations en matière de commerce et d'investissements.

Article 70

Clause d'exceptions générales

Les parties affirment que leurs droits et obligations existants découlant de l'article 20 du GATT de 1994 et de ses notes interprétatives sont intégrés dans le présent accord et en font partie intégrante, *mutatis mutandis*.

TITRE II

COOPÉRATION COMMERCIALE

Article 71

Douanes

1. Les parties encouragent et facilitent la coopération entre leurs services douaniers respectifs afin de garantir la sécurité des frontières, la simplification des procédures douanières et la facilitation du commerce légitime, tout en conservant leurs capacités de contrôle.

2. La coopération donne lieu, entre autres, à :

a) des échanges d'informations concernant la législation et les procédures douanières, en particulier dans les domaines suivants :

- i) la simplification et la modernisation des procédures douanières ;
- ii) la facilitation des mouvements de transit ;
- iii) le respect des droits de propriété intellectuelle par les autorités douanières ;
- iv) les relations avec les milieux d'affaires ;
- v) la libre circulation des marchandises et l'intégration régionale ;
- vi) l'organisation relative au contrôle douanier aux frontières ;

b) la mise en place d'initiatives conjointes dans des domaines définis d'un commun accord ;

c) la promotion de la coordination entre tous les services de contrôle aux frontières concernés, au niveau tant national que transfrontières.

3. Les parties s'apportent une assistance administrative mutuelle en matière douanière. A cette fin, elles peuvent instituer des instruments bilatéraux d'un commun accord.

Article 72

Coopération en ce qui concerne la facilitation des échanges

1. Les parties confirment leur détermination à renforcer la coopération dans le domaine de la facilitation des échanges afin de garantir que la législation applicable, les procédures pertinentes et la capacité administrative des autorités douanières contribuent à la réalisation des objectifs visés en matière de contrôle effectif et de facilitation des échanges.

2. Les parties conviennent de coopérer, entre autres, dans les domaines suivants :

a) le renforcement des capacités et l'apport d'expertise aux autorités compétentes sur les questions douanières, y compris la certification et la vérification de l'origine, et sur des questions techniques à des fins d'application des procédures douanières régionales ;

b) l'application de mécanismes et de techniques douanières modernes, notamment l'évaluation des risques, les décisions préalables contraignantes, les procédures simplifiées pour l'entrée et la mainlevée des marchandises, les contrôles douaniers et les méthodes d'audit des entreprises ;

c) l'introduction de procédures et de pratiques reflétant autant que possible les règles, normes et instruments internationaux applicables dans le domaine des douanes et des échanges commerciaux, y compris, notamment, l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, telle que modifiée (convention de Kyoto révisée), et le cadre des normes de l'Organisation mondiale des douanes visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial ;

d) les systèmes d'information et l'automatisation des procédures douanières et d'autres procédures commerciales, notamment pour la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs agréés et les services d'informations.

Article 73

Propriété intellectuelle

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération technique dans le domaine de la propriété intellectuelle, notamment la protection des indications géographiques, et conviennent de coopérer dans les conditions convenues d'un commun accord sur les projets de coopération spécifiques qui en résulteront, dans le respect du droit interne des parties et conformément aux accords internationaux auxquels elles sont parties.

2. Les parties conviennent de favoriser la coopération institutionnelle, les échanges d'informations, l'assistance technique, le renforcement des capacités et la formation. Les parties conviennent que la coopération technique est assurée dans le respect de leurs niveaux de développement socio-économique, de leurs priorités et de leurs besoins de développement en la matière.

3. Les parties conviennent que la coopération contribue à la promotion de l'innovation technologique et au transfert et à la diffusion de la technologie, dans l'intérêt mutuel de ceux qui génèrent et utilisent des connaissances techniques et de façon à favoriser le bien-être social et économique et à assurer un équilibre entre droits et obligations.

Article 74

Coopération en ce qui concerne les obstacles techniques au commerce

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération et de l'assistance technique en ce qui concerne les obstacles techniques au commerce et conviennent de favoriser la coopération entre leurs autorités respectives chargées de la normalisation, de la métrologie, de l'accréditation et de l'évaluation de la conformité.

2. Les parties conviennent de coopérer, entre autres, dans les domaines suivants :

a) le renforcement des capacités et l'apport d'expertise, notamment le développement et le renforcement des infrastructures nécessaires, ainsi que la formation et l'assistance technique dans les domaines des réglementations techniques, de la normalisation, de l'évaluation de la conformité, de l'accréditation et de la métrologie en vue, notamment, de faciliter la compréhension et le respect des exigences de l'Union européenne ;

b) la promotion de la coopération des autorités compétentes dans le cadre des organisations internationales compétentes ;

c) les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques ;

d) l'adoption de vues communes ;

e) la recherche de la compatibilité entre les réglementations techniques et les procédures d'évaluation de la conformité, et de la convergence entre ces éléments ;

f) la suppression des obstacles au commerce inutiles.

Article 75

Sécurité alimentaire, mesures SPS et questions relatives au bien-être animal

1. Les parties encouragent la coopération et la coordination entre les autorités compétentes, y compris dans le cadre des organisations internationales compétentes, en ce qui concerne la sécurité alimentaire, les mesures SPS ainsi que le bien-être animal, afin de tirer profit de leurs relations commerciales bilatérales. Elles favorisent la coopération en vue de la reconnaissance de l'équivalence et de l'harmonisation des mesures SPS, et fournissent conseils et assistance technique sur la mise en œuvre de ces mesures.

2. La coopération en ce qui concerne la sécurité alimentaire, les mesures SPS et le bien-être animal a pour but de renforcer les capacités de chaque partie afin d'améliorer son accès au marché de l'autre partie tout en préservant le niveau de protection des personnes, des animaux et des plantes ainsi que le bien-être animal.

3. Cette coopération peut notamment viser à :

a) fournir une expertise sur les ressources techniques et législatives nécessaires pour élaborer et faire respecter la législation ainsi que pour concevoir des systèmes de contrôle SPS officiels, notamment des programmes d'éradication, des systèmes de sécurité alimentaire et des notifications d'alerte, et fournir une expertise sur le bien-être animal ;

b) soutenir le développement et le renforcement des capacités institutionnelles et administratives à Cuba, notamment ses capacités de contrôle, en vue d'améliorer sa situation SPS

c) développer les capacités de Cuba à satisfaire aux exigences SPS, afin d'améliorer l'accès au marché de chaque partie tout en préservant le niveau de protection nécessaire ;

d) renforcer le système de contrôle officiel pour les exportations vers l'Union européenne grâce à l'amélioration des capacités d'analyse et de la gestion des laboratoires nationaux en vue du respect des exigences de la législation de l'Union européenne ;

e) fournir des conseils et une assistance technique en ce qui concerne le système de réglementation SPS de l'Union européenne et la mise en œuvre des normes applicables sur le marché de l'Union européenne ;

f) favoriser la coopération au sein des organisations internationales compétentes (comité des SPS de l'accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, convention internationale pour la protection des

végétaux, Organisation mondiale de la santé animale et commission du *Codex Alimentarius*) afin de renforcer l'application des normes internationales.

Article 76

Produits traditionnels et artisanaux

Les parties reconnaissent l'importance de la coopération pour promouvoir la production des produits traditionnels et artisanaux.

La coopération pourrait être axée plus spécifiquement sur les aspects suivants :

- a) le développement des capacités nécessaires pour faciliter de réelles possibilités d'accès au marché des produits artisanaux ;
- b) le soutien aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises des zones urbaines et rurales qui fabriquent et exportent des produits artisanaux, notamment grâce au renforcement des institutions de soutien compétentes ;
- c) l'encouragement du maintien des produits traditionnels ;
- d) l'amélioration de la performance commerciale des fabricants de produits artisanaux.

Article 77

Commerce et développement durable

1. Les parties reconnaissent la contribution à l'objectif de développement durable qui peut être apportée par la promotion de politiques commerciales, environnementales et sociales complémentaires.

2. Afin de compléter les actions exposées aux titres III et IV de la partie III, les parties conviennent de coopérer, entre autres, en :

- a) élaborant des programmes et des mesures relatifs à la mise en œuvre et à l'application des aspects liés au commerce des accords multilatéraux en matière d'environnement et des lois environnementales ;
- b) soutenant la mise en place d'un cadre propice aux échanges de biens et de services contribuant au développement durable, y compris par la diffusion de pratiques axées sur la responsabilité sociale des entreprises ;
- c) encourageant les échanges de produits dérivés de ressources naturelles gérées de manière durable, notamment par des mesures efficaces concernant la conservation et la gestion durable de la vie sauvage, des ressources halieutiques et des forêts, ainsi qu'en élaborant des mesures visant à lutter contre le commerce illégal ayant une incidence environnementale, y compris par des mesures coercitives et une coopération douanière ;
- d) renforçant la capacité institutionnelle d'analyse et d'action en matière de commerce et de développement durable.

Article 78

Coopération en matière de défense commerciale

Les parties conviennent de coopérer dans le domaine de la défense commerciale, par l'échange d'expériences, l'apport d'une assistance technique et le renforcement des capacités.

Article 79

Règles d'origine

Les parties reconnaissent que les règles d'origine jouent un rôle important dans le commerce international et conviennent de coopérer en fournissant une assistance technique et en veillant au renforcement des capacités, et par l'échange d'expériences dans ce domaine.

Article 80

Investissements

Les parties encouragent l'accroissement des flux d'investissements grâce à la connaissance mutuelle de la législation applicable et à la mise en place d'un environnement attrayant et prévisible pour leurs investissements réciproques, par un dialogue visant à améliorer la compréhension et la coopération sur les questions d'investissement et à favoriser un régime d'investissements et un climat des affaires stables, transparents et non discriminatoires.

PARTIE V
DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINALES

Article 81

Conseil conjoint

1. Un conseil conjoint est institué. Il contrôle la réalisation des objectifs du présent accord et supervise sa mise en œuvre. Il se réunit au niveau ministériel à intervalles réguliers, qui ne peuvent excéder une durée de deux ans, et tient des réunions extraordinaires dès que les circonstances l'exigent, si les parties en conviennent.
2. Le conseil conjoint examine toute question importante s'inscrivant dans le cadre du présent accord, ainsi que toute autre question bilatérale, multilatérale ou internationale d'intérêt commun.
3. Le conseil conjoint est composé de représentants des parties au niveau ministériel, conformément aux dispositions internes respectives des parties et en fonction des questions spécifiques à traiter.
4. Le conseil conjoint arrête son propre règlement intérieur.
5. La présidence du conseil conjoint est assurée à tour de rôle par un représentant de l'Union européenne et par un représentant de la République de Cuba, la rotation s'effectuant à chaque réunion, selon les modalités prévues dans son règlement intérieur.
6. Afin d'atteindre les objectifs du présent accord, le conseil conjoint a le pouvoir de prendre des décisions. Les décisions prises sont contraignantes pour les parties, qui sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires à leur exécution.
7. Le conseil conjoint peut aussi formuler des recommandations appropriées.
8. Le conseil conjoint arrête des décisions et des recommandations d'un commun accord entre les parties. Cette procédure s'applique à tous les autres organes directeurs institués en vertu du présent accord.

Article 82

Comité mixte

1. Le conseil conjoint est assisté dans l'accomplissement de ses tâches par un comité mixte, composé de représentants des parties au niveau des hauts fonctionnaires, en fonction des questions spécifiques à traiter.
2. Le comité mixte est chargé de la mise en œuvre générale du présent accord.
3. Le règlement intérieur du comité mixte est arrêté par le conseil conjoint.
4. Le comité mixte a le pouvoir de prendre des décisions lorsque ce pouvoir lui a été délégué par le conseil conjoint.
5. Le comité mixte se réunit généralement une fois par an pour procéder à un examen global de la mise en œuvre du présent accord, alternativement à Bruxelles et à Cuba, à une date et selon un ordre du jour convenus à l'avance par les parties. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées, d'un commun accord, à la demande de l'une ou l'autre des parties. La présidence du comité mixte est assurée à tour de rôle par un représentant de l'Union européenne et par un représentant de la République de Cuba, la rotation s'effectuant à chaque réunion.

Article 83

Sous-comités

1. Le comité mixte peut décider d'instituer des sous-comités pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Il peut décider de modifier les tâches assignées à un sous-comité ou de dissoudre un sous-comité.
2. Les sous-comités se réunissent une fois par an ou à la demande de l'une ou l'autre des parties ou du comité mixte, au niveau approprié. Lorsqu'elles sont menées en personne, les réunions sont organisées alternativement à Bruxelles et à Cuba. Les réunions peuvent également être tenues à l'aide de tout moyen technologique dont disposent les parties.
3. La présidence des sous-comités est exercée à tour de rôle par un représentant des parties, pour une période d'un an.
4. La création ou l'existence d'un sous-comité ne doit pas empêcher les parties de soumettre directement toute question au comité mixte.
5. Le comité mixte adopte un règlement intérieur définissant la composition, la mission et le fonctionnement de ces sous-comités, pour autant que ces dispositions ne soient pas prévues par le présent accord.
6. Il est institué un sous-comité de coopération. Celui-ci assiste le comité mixte dans l'accomplissement de ses tâches en ce qui concerne la partie III du présent accord. Ce sous-comité a en outre pour tâches :
 - a) de traiter toute question liée à la coopération qui lui est confiée par le comité mixte ;
 - b) d'assurer le suivi de la mise en œuvre globale de la partie III du présent accord ;
 - c) d'examiner toutes les questions de coopération connexes susceptibles d'avoir une incidence sur le fonctionnement de la partie III du présent accord.

Article 84

Définition des « parties »

Aux fins du présent accord, on entend par « parties », d'une part, l'Union européenne ou ses Etats membres, ou l'Union européenne et ses Etats membres, en fonction de leurs compétences respectives, et, d'autre part, la République de Cuba.

Article 85

Exécution des obligations

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement des obligations que leur impose le présent accord et veillent à ce que les objectifs définis par le présent accord soient atteints.

2. Si une partie considère qu'une autre partie n'a pas satisfait à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, elle peut recourir à des mesures appropriées. Auparavant, elle doit, sauf en cas d'urgence particulière, soumettre au conseil conjoint, dans un délai de trente jours, tous les éléments d'information nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de la recherche d'une solution acceptable par les parties. Lors de la sélection des mesures à adopter, la priorité est accordée aux mesures perturbant le moins la mise en œuvre du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement à l'autre partie et font l'objet de consultations au sein du comité mixte si l'autre partie en fait la demande.

3. Les parties conviennent qu'aux fins du paragraphe 2, on entend par « cas d'urgence particulière » un cas de violation substantielle du présent accord par l'une des parties. Les parties conviennent en outre que par « mesures appropriées », au paragraphe 2, on entend des mesures arrêtées conformément au droit international. Il est entendu que la suspension constituerait une mesure prise en dernier ressort. Une violation substantielle du présent accord consiste en :

a) une dénonciation du présent accord, en tout ou en partie, non consacrée par les règles générales du droit international ;

b) une violation des éléments essentiels du présent accord, au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 5, et de l'article 7.

4. Si une partie recourt à une mesure en cas d'urgence particulière, l'autre partie peut demander la convocation d'une réunion urgente des parties dans un délai de quinze jours.

Article 86

Entrée en vigueur, application provisoire, durée et dénonciation

1. Le présent accord est approuvé par les parties selon les procédures juridiques internes qui leur sont propres.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifiées mutuellement l'accomplissement des procédures juridiques internes visées au paragraphe 1.

3. Nonobstant le paragraphe 2, l'Union européenne et Cuba appliquent le présent accord, en tout ou en partie, à titre provisoire, en conformité avec le présent paragraphe, dans l'attente de son entrée en vigueur et conformément à leurs législations et procédures internes respectives applicables.

L'application à titre provisoire commence le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle l'Union européenne et Cuba se sont notifiées mutuellement ce qui suit :

a) dans le cas de l'Union, l'accomplissement des procédures internes nécessaires à cette fin, spécifiant les volets de l'accord faisant l'objet de l'application à titre provisoire, et

b) dans le cas de Cuba, l'accomplissement des procédures internes nécessaires à cette fin, confirmant son consentement à l'application à titre provisoire des volets concernés de l'accord.

4. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de le dénoncer. La dénonciation prend effet six mois après la date de la notification.

5. Les notifications effectuées conformément au présent article sont adressées, en ce qui concerne l'Union européenne, au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et, en ce qui concerne la République de Cuba, au ministère cubain des affaires étrangères, qui sont les dépositaires du présent accord.

Article 87

Modifications

Le présent accord peut être modifié par un accord écrit conclu entre les parties. Ces modifications entrent en vigueur à la date convenue par les parties, après l'accomplissement de leurs exigences et procédures juridiques respectives.

Article 88

Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sont applicables et dans les conditions définies dans lesdits traités et, d'autre part, au territoire de la République de Cuba.

Article 89

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous les textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent accord.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part

NOR : EAEJ1735040L/Bleue-1

ÉTUDE D'IMPACT

I- Situation de référence

1. La relation franco-cubaine

La République française (ci-après « la France ») et la République de Cuba (ci-après « Cuba ») ont tissé, tout au long de leur histoire commune, des relations d'amitié et de coopération, qui ont été relancées depuis 2012 par des rencontres politiques au plus haut niveau. La visite du Président de la République à Cuba en mai 2015, puis de celle du Président Raul Castro à Paris en février 2016, ont revêtu un caractère historique, puisqu'aucun chef d'Etat français ou cubain n'avait jusqu'alors effectué de déplacement officiel dans l'autre pays.

Ces visites ont marqué le début d'une nouvelle ère dans les relations bilatérales franco-cubaines. Celle-ci s'est notamment concrétisée par la restructuration de la dette cubaine vis-à-vis de la France, la signature le 1^{er} février 2016 d'une feuille de route économique bilatérale dont les axes prioritaires sont le tourisme, l'énergie, les infrastructures, la santé, les transports et l'agroalimentaire, l'agriculture, et l'extension du champ de compétence de l'Agence française de développement (AFD) à Cuba où elle est présente depuis octobre 2016¹. L'organisation d'un mois de la culture française à Cuba ainsi que la signature de contrats d'entreprises françaises constituent également des illustrations de la mise en mouvement de ce partenariat rapproché.

Le budget de coopération de la France à Cuba s'élève à 334 K€ dont 315 K€ relèvent du programme 185, dédié à la diplomatie culturelle et d'influence, et 19 K€ proviennent du programme 209, consacré à la solidarité à l'égard des pays en développement. Ce budget a connu une augmentation de plus de 20 % depuis 2014 afin de permettre le renforcement de l'influence de la France à Cuba. La coopération s'articule autour de 3 axes : les formations supérieures et la recherche, l'enseignement et la diffusion de la langue française, et la coopération artistique et culturelle.

¹ Cette extension a donné lieu à la signature de l'accord relatif à l'établissement et aux activités de l'Agence française de développement et de Proparco dans la République de Cuba, à La Havane le 29 juillet 2016, publié par [décret n° 2017-229 du 23 février 2017](#).

Il est également à noter que la présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, Mme Danielle Bousquet, a notamment participé au congrès sur l'éducation, l'orientation et la thérapie sexuelle organisée par la directrice du centre national d'éducation sexuelle cubain, Mme Mariela Castro Espin, en septembre 2015 à La Havane.

Malgré le fort intérêt des entreprises françaises pour le marché cubain, le commerce bilatéral entre la France et Cuba ne parvient pas à croître. En effet, après une baisse de 4,5% du commerce bilatéral entre la France et Cuba en 2015, les échanges ont continué à diminuer de 10% l'année suivante, passant de 172,3 M€ à 155,3 M€ avec une baisse des exportations et une hausse des importations. Cette contraction est principalement liée à deux facteurs :

- une réduction des exportations françaises à Cuba, notamment de céréales, qui ont connu une baisse de 12,7 % entre 2015 et 2016 (passant de 146,8 M€ à 128,2 M€), qui s'explique notamment par la baisse de la production disponible sur cette période en raison des mauvaises récoltes liées aux conditions météorologiques ;
- l'interruption temporaire de la ligne d'assurance-crédit COFACE, visant à garantir les exportations françaises vers Cuba². L'accord intergouvernemental relatif à cette ligne de crédit, signé en octobre 2012, prévoit la signature d'avenants pour permettre le financement des exportations. Or, un avenant avait pris fin début 2015, avant qu'un autre ne soit signé mi-2016.

Quant aux importations depuis Cuba³, elles ont augmenté de 6,5 % sur la période considérée, ce qui a provoqué une contraction de l'excédent commercial français : il est ainsi passé de 121,3 M€ en 2015 à 101M€ en 2016, soit une diminution de 16,7 %.

La France devrait néanmoins pouvoir gagner progressivement des parts de marché à Cuba. Malgré l'absence de données locales en matière de commerce extérieur pour 2016⁴, les autres partenaires de l'île rencontrent les mêmes vents contraires au développement de leurs flux commerciaux, tandis que le lancement de nouveaux instruments financiers (implantation de l'AFD, fonds de contre-valeur franco-cubain, ligne BPI-AE moyen/long terme, intervention envisagée de la Banque européenne d'investissement) et les débouchés, entre autre, du grand contrat concernant la rénovation, l'extension et la concession de l'aéroport de La Havane (remporté par le consortium Bouygues/ADP) pourrait rapidement bénéficier au commerce bilatéral entre nos deux pays.

Il n'en demeure pas moins que Cuba traverse actuellement une grave crise de liquidités compte tenu de la situation actuelle du Venezuela, son principal partenaire économique et financier. Le PIB cubain a officiellement baissé de 0,9 % en 2016 et les 2 % de croissance attendus par le gouvernement cette année seront difficiles à atteindre. De fait, la plupart des économistes tablent sur une légère récession ou, au mieux, à une stagnation de l'économie cubaine.

Malgré une situation économique dégradée, les besoins cubains pour le développement économique du pays, son évolution actuelle, et les axes prioritaires définis par ses responsables laissent présager des opportunités pour les entreprises françaises.

² Ce mécanisme a été mis en place en 1991 pour permettre l'approvisionnement de Cuba, notamment en produits agroalimentaires, après la chute de l'URSS.

³ Note sur le commerce bilatéral France-Cuba en 2016, ministère de l'économie, direction générale du Trésor, 14 mars 2017.

⁴ Les chiffres seront publiés au deuxième semestre 2017

2. La politique étrangère de Cuba

Alors que les relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis étaient rompues depuis 1961, les Présidents Barack Obama et Raul Castro ont annoncé le 17 décembre 2014 le lancement du processus de normalisation entre La Havane et Washington et rétabli officiellement ces relations en juillet 2015. L'administration Obama a retiré Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme et adopté des mesures successives d'assouplissement de certaines dispositions de l'embargo, avant le déplacement du Président Barack Obama à La Havane, du 20 au 22 mars 2016. Il n'en reste pas moins que l'embargo lui-même reste en vigueur : seul le Congrès étant en mesure de l'abroger.

L'administration Trump a cependant annoncé le 3 février 2017 le lancement d'un « réexamen complet de toutes les politiques des États-Unis à l'égard de Cuba », dont les conclusions ont été rendues publiques à l'occasion d'un discours prononcé à Miami devant la communauté cubano-américaine le 16 juin 2017. L'administration Trump s'apprête ainsi à durcir les conditions de voyage des ressortissants américains vers l'île, et à interdire les transactions avec les entités contrôlées par le ministère des forces armées (qui contrôlent une part très significative de l'économie cubaine). Ces annonces, qui ne devraient pas avoir *a priori* d'effets majeurs et qui doivent encore faire l'objet d'une traduction réglementaire par l'*Office of foreign assets control* (OFAC), laissent néanmoins peu de place à la poursuite de la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis. Il est probable que le processus initié sous la présidence de Barack Obama soit au mieux gelé sous la présidence de Donald Trump, ce qui renforce la nécessité et l'intérêt pour les pays européens de consolider leurs relations avec Cuba durant cette période.

Cuba bénéficie par ailleurs de sympathies, qu'elle entretient, dans diverses régions du monde. Cependant, elle a connu une grave crise après l'effondrement de l'URSS en 1991 et cherche aujourd'hui à diversifier ses partenaires. Très proche du Venezuela et des membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), ainsi que de la Chine, de la Russie et de la Corée du nord, elle cherche également à renforcer ses relations avec l'Union européenne et d'autres pays latino-américains. Elle est en effet un acteur très influent en Amérique latine et dans les Caraïbes, où elle demeure à la fois un « marqueur » pour de nombreuses diplomaties, qui mesurent toujours l'indépendance de leurs partenaires européens à l'égard des États-Unis à l'aune des relations qu'ils entretiennent avec le régime cubain, et un « faiseur d'opinion » qui donne le ton bien au-delà du seul cercle des États boliviariens. La Havane a en outre joué un rôle reconnu de médiation en hébergeant les sessions de négociation de paix entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC, qui ont abouti à la signature des accords de paix le 24 novembre 2016.

3. La relation entre l'Union européenne et Cuba

Les relations entre l'Union européenne et Cuba reposaient, depuis 1996, sur une position commune du Conseil de l'Union européenne n° 96/697/PESC du 2 décembre 1996⁵, adoptée à l'initiative du Premier ministre espagnol, José Maria Aznar, au titre de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union. Cette déclaration conjointe avait mis un terme au durcissement des relations entre l'Union européenne et Cuba à la suite d'une vague de répressions à Cuba qui avait conduit l'Union à prendre des mesures restrictives (suspension de la coopération européenne et des États membres, et limitation des déplacements et rencontres de haut niveau). Aux termes de la position commune de 1996, toute coopération avec Cuba était subordonnée à une démocratisation du régime. Cette position a été formellement abandonnée par l'Union européenne le 6 décembre 2016 par la décision (PESC) 2016/2233⁶.

⁵ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31996E0697&from=FR>

⁶ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32016D2233>

Les relations entre l'Union européenne et Cuba avaient en réalité repris dès 2008 avec la signature d'une déclaration conjointe de coopération et l'instauration d'un dialogue politique. Cette relance des relations est mentionnée dans la communication de la Commission européenne du 30 septembre 2009 intitulée «*L'Union européenne et l'Amérique latine : un partenariat entre acteurs mondiaux*»⁷. L'ouverture des négociations du présent accord ainsi que l'évolution des relations entre Cuba et les Etats-Unis avaient été saluées dans la déclaration du sommet UE-CELAC des 10 et 11 juin 2015⁸ à Bruxelles. Les parties appelaient notamment de leurs vœux la levée de l'embargo sur Cuba. Le Parlement européen a assorti son aval au présent accord le 5 juillet 2017 d'une résolution non législative qui réaffirme la valeur stratégique des relations entre l'Union européenne et Cuba tout en soulignant en particulier la nécessité de défendre et d'améliorer le respect des droits de l'Homme, de la démocratie et des libertés fondamentales dans ce pays⁹.

La France a joué un rôle moteur dans la relance du dialogue entre Cuba et l'Union européenne, en facilitant la reprise de la coopération en 2008, alors qu'elle assurait la Présidence de l'Union, mais également dans le lancement et l'aboutissement des négociations entre l'Union européenne et Cuba. Un dialogue de haut niveau sur les droits de l'Homme est conduit annuellement depuis 2015 ; la troisième et dernière session en date ayant eu lieu le 22 mai 2017 à Bruxelles.

La question de l'exercice des droits de l'Homme à Cuba, s'agissant notamment des droits civils et politiques, du pluralisme et de la démocratie représentative, constituent des sujets de préoccupation constants pour l'Union européenne et l'ensemble de ses États membres. La France privilégie une approche européenne dans le cadre du dialogue de haut niveau sur les droits de l'Homme. Par ailleurs, il s'agit de contribuer par tous les autres moyens possibles, économiques, et de coopération, à la transition économique et politique de ce pays.

⁷ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52009DC0495&from=fr>

P. 5 « Après plusieurs années de stagnation au niveau des relations, un dialogue politique à haut niveau a été lancé et la coopération au développement rétablie avec Cuba, ce qui pourrait, à terme, créer les conditions à l'instauration d'un cadre contractuel pour les relations entre l'UE et Cuba. »

⁸ <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/06/11-eu-celac-summit-brussels-declaration/>

Déclaration de Bruxelles, extrait :

18. *Dans un esprit de coopération, l'UE et Cuba ont entamé des négociations au début de 2014 sur un accord de dialogue politique et de coopération qui, une fois conclu, créera les conditions propices à un resserrement des liens et à un dialogue pour soutenir le processus de modernisation en cours à Cuba. Cet accord contribuera aussi à consolider encore la structure générale des relations entre les deux régions, l'UE et la CELAC.*

19. *Nous saluons l'annonce faite le 17 décembre dernier par le président de la République de Cuba, Raul Castro Ruz, et celui des États-Unis d'Amérique, Barack Obama, concernant le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Dans ce contexte, nous comptons que toutes les mesures nécessaires seront prises pour mettre fin rapidement à l'embargo. Nous référant à la résolution A/RES/69/5 de l'Assemblée générale des Nations unies, nous réaffirmons les positions bien connues qui sont les nôtres : nous rejetons les mesures coercitives à caractère unilatéral ainsi que l'application des dispositions extraterritoriales de la loi Helms-Burton. Ces mesures ont eu pour la population cubaine de fâcheuses conséquences humanitaires et nuisent au développement légitime des liens économiques entre Cuba, l'Union européenne et d'autres pays.*

⁹ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2017-0233+0+DOC+XML+V0//FR>

L'Union européenne est le second partenaire économique de Cuba après le Venezuela et le plus gros investisseur étranger, principalement dans le secteur du tourisme, de la construction, de l'électricité et de l'agroalimentaire. Un tiers des visiteurs étrangers à Cuba sont européens. En 2015, les exportations de biens européens vers Cuba atteignaient 2,2 Mds d'€, contre 0,54 Md d'€ d'importations. Les principaux biens d'exportation de ce pays sont les carburants minéraux, le sucre, les boissons et le tabac. Cuba a perdu le bénéfice du système de préférence généralisé (SPG) européen et l'accès privilégié au marché européen qui en découlait en 2014, après avoir été classé dans la catégorie haute des pays à revenu intermédiaire (PRI). Les exportations de tabac ont particulièrement été affectées, avec une augmentation très importante des droits de douane appliqués.¹⁰

II – Historique des négociations

Le 18 avril 2013, la Commission européenne a présenté au Conseil la recommandation visant à autoriser la Commission et la Haute Représentante à négocier les dispositions d'un accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et la République de Cuba. Le projet de directives de négociations a été adopté lors du Conseil Affaires étrangères du 10 février 2014 ; les négociations ont débuté en avril de la même année et se sont achevées à l'issue de sept cycles, en mars 2016.

L'accord de dialogue politique et de coopération (ADPC) entre l'Union européenne et Cuba a été paraphé par l'Union Européenne le 11 mars 2016, soit seulement deux ans après l'ouverture des négociations, par la Haute Représentante, Mme Federica Mogherini. Il a été signé à Bruxelles par l'Union européenne, ses États membres, et la République de Cuba, le 12 décembre 2016 à Bruxelles.

Les autorités cubaines conditionnaient la signature de l'accord à l'abandon formel de la position commune de 1996, qui définissait toujours officiellement la politique de l'Union et de ses États membres vis-à-vis de Cuba en subordonnant toute coopération avec Cuba à une démocratisation du régime. Cette décision a été formellement abandonnée par l'Union européenne le 6 décembre 2016 (décision (PESC) 2016/2233¹¹).

¹⁰ Cf. site du SEAE, « [Relations UE-Cuba](#) »

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/16662/node/16662_fr

¹¹ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32016D2233>

III- Objectifs de l'accord

Le présent accord de dialogue politique et de coopération, conclu à Bruxelles le 12 décembre 2016 et approuvé par le Parlement européen le 5 juillet 2017¹², est le premier accord jamais signé entre les parties. Il constituera le nouveau cadre juridique des relations entre l'Union européenne et Cuba tout en permettant aux États européens de développer individuellement leurs propres relations et opportunités avec ce pays. L'accord-cadre porte sur tous les secteurs d'intérêts communs aux parties et vise avant tout à instaurer de bonnes pratiques de dialogue et de coopération entre l'Union européenne et Cuba, et à consolider les liens existants. Cet accord a pour objectif d'obtenir des résultats concrets en se fondant sur le respect des normes internationales, notamment en matière de droits de l'Homme, de bonne gouvernance et de commerce, et à renforcer les échanges dans le cadre des instances internationales, en particulier à l'ONU. L'accord prévoit un dialogue politique renforcé, une amélioration de la coopération bilatérale et l'élaboration d'une action commune dans les enceintes multilatérales. Il vise à accompagner le processus de transition et de modernisation de l'économie et de la société cubaines.

L'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba devrait ainsi contribuer à l'intensification du dialogue politique et au développement de la coopération, y compris commerciale, entre la France et Cuba.

IV. Conséquences estimées de la mise en œuvre de l'accord

1. Conséquences juridiques :

- **Articulation avec les accords ou conventions internationales existantes**

Avec cet accord, l'Union européenne, ses États membres et Cuba s'engagent à renforcer leur coordination dans le cadre des accords et organisations internationales auxquels elles sont parties, en particulier l'organisation des Nations unies, l'organisation mondiale du commerce, et de leurs engagements internationaux dans le domaine du désarmement, du développement durable, et des droits sociaux et environnementaux. Ces engagements sont rappelés dans les considérants puis tout au long de l'accord.

Cuba fait partie de plusieurs organisations internationales, notamment :

- l'Organisation des Nations unies (ONU) ;
- l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;
- l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;
- l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ;
- l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ;
- la Cour pénale internationale (CPI) ;
- l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

¹² Résolution législative du Parlement européen du 5 juillet 2017 sur le projet de décision du Conseil relatif à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part (12502/2016 – C8-0517/2016 – 2016/0298(NLE)) (Approbation)

Par ailleurs, le présent accord-cadre n'aura pas d'incidence immédiate sur les accords bilatéraux que chaque Etat membre a conclus, mais la mise en œuvre de l'accord-cadre pourrait, à terme, nécessiter de revoir les accords bilatéraux conclus avec Cuba.

- **Articulation avec le droit de l'Union européenne**

L'accord poursuit des objectifs dans les domaines de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), de la politique commerciale commune et de la coopération au développement.

Par conséquent, la base juridique de la décision adoptée pour autoriser la signature de l'accord repose sur l'article 37 du traité sur l'Union européenne (TUE, titre V « action extérieure de l'Union ») qui dispose que « l'Union peut conclure des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales dans les domaines relevant du présent chapitre »¹³ et les articles 207¹⁴ et 209¹⁵ du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE, cinquième partie « l'action extérieure de l'union », titre II « la politique commerciale commune »).

¹³ Cf. chapitre 1^{er} « Dispositions générales relatives à l'action extérieure de l'Union »

¹⁴ **Article 207 TFUE**

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et de services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs, l'uniformisation des mesures de libéralisation, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union.

2. Le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire, adoptent les mesures définissant le cadre dans lequel est mise en œuvre la politique commerciale commune.

3. Si des accords avec un ou plusieurs pays tiers ou organisations internationales doivent être négociés et conclus, l'article 218 est applicable, sous réserve des dispositions particulières du présent article.

La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.

Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial, ainsi qu'au Parlement européen, sur l'état d'avancement des négociations.

4. Pour la négociation et la conclusion des accords visés au paragraphe 3, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce de services et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ainsi que des investissements étrangers directs, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes.

Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'accords:

a) dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, lorsque ces accords risquent de porter atteinte à la diversité culturelle et linguistique de l'Union ;

b) dans le domaine du commerce des services sociaux, d'éducation et de santé, lorsque ces accords risquent de perturber gravement l'organisation de ces services au niveau national et de porter atteinte à la responsabilité des États membres pour la fourniture de ces services.

5. La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports relèvent du titre VI de la troisième partie, et de l'article 218.

6. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale commune n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où les traités excluent une telle harmonisation.

¹⁵ **Article 209 TFUE :**

1. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, arrêtent les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la politique de coopération au développement, qui peuvent porter sur des programmes pluriannuels de coopération avec des pays en développement ou des programmes ayant une approche thématique.

2. L'Union peut conclure avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes tout accord utile à la réalisation des objectifs visés à l'article 21 du traité sur l'Union européenne et à l'article 208 du présent traité. Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords.

3. La Banque européenne d'investissement contribue, selon les conditions prévues dans ses statuts, à la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1.

La signature de l'accord de dialogue politique et de coopération avec la République de Cuba a été autorisée par la décision (UE) 2016/2232 du Conseil du 6 décembre 2016¹⁶, conformément à l'article 218, paragraphe 5 TFUE¹⁷ qui prévoit l'adoption d'une décision pour autoriser la signature d'un accord. L'article 218, paragraphe 8, deuxième alinéa, TFUE¹⁸ dispose par ailleurs que le Conseil doit statuer à l'unanimité si l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union. La PESC est un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union.

Dans l'attente de son entrée en vigueur, et conformément à l'article 86 (le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties se sont mutuellement notifiées l'achèvement de leurs procédures internes requises), certaines dispositions de l'accord (notifiées par l'Union et acceptées par Cuba lors de l'échange de leurs instruments de ratification) sont appliquées à titre provisoire entre l'Union et Cuba depuis le 1^{er} novembre 2017, mais uniquement dans la mesure où elles couvrent des domaines relevant de la compétence de l'Union y compris des questions relevant de la compétence conférée à l'Union pour définir et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune. A ce titre, les articles suivants n'entrent pas dans le champ d'application provisoire de l'accord : article 29 (blanchiment d'argent) ; article 35 (protection consulaire) ; article 55, dans la mesure où il concerne la coopération relative au transport maritime ; article 58 (bonne gouvernance en matière de fiscalité) ; article 71, dans la mesure où il concerne la sécurité des frontières ; et article 73, dans la mesure où il concerne la coopération relative aux indications géographiques non-agricoles.

- **Articulation avec le droit interne**

Le présent accord est un accord mixte qui doit, pour entrer en vigueur, être également approuvé ou ratifié par les États membres. En effet, il porte à la fois sur des matières relevant de la compétence exclusive de l'Union européenne en vertu de l'article 3, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹⁹ (tels que la politique commerciale commune ou l'établissement de règles de concurrence), et sur des matières relevant de la compétence partagée entre l'Union et les États membres, tels que les transports, l'environnement, ou encore l'espace de liberté, de sécurité et de justice, dans la mesure où les stipulations de l'accord sont susceptibles d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée.

¹⁶ <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32016D2232&from=FR>

¹⁷ **Article 218, paragraphe 5 TFUE**

Le Conseil, sur proposition du négociateur, adopte une décision autorisant la signature de l'accord et, le cas échéant, son application provisoire avant l'entrée en vigueur.

¹⁸ **Article 218, paragraphe 5 TFUE 8**

Tout au long de la procédure, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Toutefois, il statue à l'unanimité lorsque l'accord porte sur un domaine pour lequel l'unanimité est requise pour l'adoption d'un acte de l'Union ainsi que pour les accords d'association et les accords visés à l'article 212 avec les États candidats à l'adhésion. Le Conseil statue également à l'unanimité pour l'accord portant adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales ; la décision portant conclusion de cet accord entre en vigueur après son approbation par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

¹⁹ **Article 3 TFUE paragraphe 1 :**

« 1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants :

a) l'union douanière ;

b) l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur ;

c) la politique monétaire pour les États membres dont la monnaie est l'euro ;

d) la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

e) la politique commerciale commune. »

La décision du 6 décembre 2016 précise les dispositions qui, relevant de la compétence des États membres, ne seront pas appliquées avant que ces derniers ne ratifient l'accord : il s'agit des articles 29 (blanchiment d'argent) ; 35 (protection consulaire) ; 55 (transports) dans la mesure où il concerne la coopération relative au transport maritime ; 58 (bonne gouvernance en matière de fiscalité) ; 71 (douanes) dans la mesure où il concerne la sécurité des frontières ; et 73 (propriété intellectuelle) dans la mesure où il concerne la coopération relative aux indications géographiques non-agricoles.

L'article 27 du présent accord prévoit que « les parties conviennent de coopérer afin de garantir un niveau élevé de protection des données à caractère personnel conformément aux normes adoptées au niveau multilatéral et aux autres pratiques et instruments juridiques internationaux ». Cuba n'étant pas membre de l'Union européenne, elle ne peut se voir transférer des données à caractère personnel que si elle assure un niveau de protection suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font l'objet, comme le prévoit l'article 68 de la loi n° 78-17 dite « informatique et libertés »²⁰. Or la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) estime que Cuba ne dispose pas d'une législation adéquate en matière de protection des données à caractère personnel²¹. Par ailleurs, Cuba n'a pas, à ce jour, fait l'objet d'une reconnaissance de protection adéquate par l'Union européenne.

2. Conséquences politiques :

L'accord permettra le développement d'un dialogue plus dense entre l'Union européenne et Cuba au niveau bilatéral mais également à l'échelon régional et international dans le but de partager les positions des parties et de trouver autant que possible des domaines de coopération conjoints. Les deux parties s'engagent en effet à dialoguer et à échanger dans les enceintes internationales et en particulier aux Nations unies, et à poursuivre et promouvoir le partenariat entre l'Union européenne et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC), partenariat stratégique pour l'Union européenne qui se structure autour de trois piliers : le dialogue politique, les relations commerciales et l'aide au développement [Partie II – article 3].

Un dialogue politique entre l'Union européenne et Cuba se tiendra à intervalles réguliers au niveau politique et des hauts fonctionnaires et sera doublé de dialogues spécifiques qui restent à définir conjointement. L'objectif de ces instances permettra d'exposer, de comprendre et de rapprocher progressivement les positions des parties. Il s'agit de renforcer le dialogue entre l'UE et Cuba réinstauré en 2008 pour mener des actions de coopération conjointe ou des initiatives au plan multilatéral [partie II – article 4]. A noter que la tenue d'un dialogue sur les droits de l'Homme est mentionné spécifiquement [partie II – article 5].

²⁰ [Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés](#)

²¹ <https://www.cnil.fr/fr/la-protection-des-donnees-dans-le-monde>

Les articles 6 à 9 de la partie II sont consacrés aux engagements en matière de paix et sécurité. Les parties s'engagent à mettre en œuvre leurs obligations internationales en matière de commerce illicite d'armes conventionnelles, légères et de petit calibre. Les parties considèrent comme « un élément essentiel de l'accord » les dispositions de l'article 7 consacrant leur engagement à coopérer et à contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destructions massives et de leurs vecteurs. L'Union européenne prend note de la proclamation de la zone Amérique latine et Caraïbes comme « zone de paix » et région exempte d'armes nucléaires, ce qui n'engendre pas d'engagements particuliers mais qui reste un point de sensibilité pour la France et le Royaume-Uni, qui ont veillé pendant la négociation de l'accord à ne pas accepter un langage plus contraignant sur ce point, Cuba comme certains États membres de l'Union européenne ayant signé le traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en appliquant les résolutions des Nations unies et les instruments juridiques internationaux et en travaillant pour améliorer le cadre normatif international. Cette coopération sera menée y compris en matière de financement du terrorisme. Les parties conviennent également de l'importance de coopérer dans le domaine de la justice pénale internationale, notamment dans le cadre de la Cour pénale internationale [titre II, article 9].

Conformément à l'opposition de principe de l'Union européenne aux sanctions secondaires et aux sanctions unilatérales à portée extraterritoriale et à la résolution votée chaque année depuis 1992 sur la « nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique » à l'Assemblée générale des Nations unies, les parties s'engagent à entretenir un dialogue régulier sur les mesures coercitives unilatérales [partie II, article 10].

Le dialogue politique et les actions de coopération avec Cuba seront également renforcés en matière de lutte contre le trafic d'êtres humains et le trafic de migrants, la lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogues illicites et la lutte contre la discrimination raciale et la xénophobie. Dans tous ces domaines il s'agira notamment d'appliquer et de promouvoir les textes des Nations unies et de procéder à des échanges de bonnes pratiques [partie II, articles 11 à 13].

La mise en œuvre des dix-sept objectifs du développement durable (ODD) fera l'objet d'échanges de vue via un dialogue spécifique et l'amélioration de la « coopération pratique » entre l'Union Européenne et Cuba. Le principe de consacrer 0,7% du RNB des pays développés à l'aide au développement et la nécessité de suivre et réévaluer les engagements internationaux en matière de développement durable sont inscrits dans l'accord [partie II, article 14].

3. Conséquences économiques :

Le but de l'accord est de créer un environnement plus favorable, prévisible et transparent, pour les opérateurs économiques et d'améliorer leurs capacités de production et de création d'emploi. Aucun volet relatif à la libéralisation de lignes tarifaires n'est contenu dans l'accord, et la protection des investissements n'est pas couverte²².

²² Un accord de libre-échange, sur le modèle de ce qui a été prévu dans l'accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part (dit « accord UE-SICA »), supposerait la négociation d'un accord additionnel mais ayant pour préalable l'adoption d'un nouveau mandat de négociation. Ceci n'est pas à l'ordre du jour.

Les seules dispositions commerciales sont relatives au cadre commun dans lequel les parties s'engagent à travailler. Les objectifs de l'accord (article 2) en matière économique et commerciale sont la consolidation et le renforcement des relations existantes dans le domaine du commerce (2a) ainsi que l'accompagnement du processus de modernisation de l'économie cubaine (2b). Les parties s'engagent à promouvoir les relations commerciales et économiques en conformité avec les règles et les principes régissant le commerce international tels qu'inscrits dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce.

Une soixantaine d'entreprises françaises sont actives à Cuba par le biais de partenariats avec des entités cubaines, de bureaux de représentation et de sociétés détenues par des Français établis localement. Des missions du mouvement des entreprises de France (MEDEF) sont régulièrement organisées (la dernière en janvier 2017). La foire internationale de La Havane (FIHAV) est l'occasion pour des entreprises françaises d'exposer chaque année leur savoir-faire (prochaine édition prévue en novembre 2017). L'assurance-crédit à moyen et long terme est de nouveau possible depuis fin 2015 avec la garantie de Bpifrance-assurance export (BPI-AE) pour autant qu'une banque européenne accepte de porter l'opération (seule l'assurance court-terme l'était auparavant par la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE)).

L'investissement français le plus important est celui du groupe Pernod-Ricard, qui a noué en 1993 un partenariat avec la société d'Etat Cuba Rón pour la distribution mondiale du rhum Havana Club, avec la constitution de la société mixte Havana Club International. En 2007, le partenariat a été approfondi par la création d'une distillerie à San José afin de soutenir la croissance des ventes (multipliées par 10 depuis 1993), qui pourrait s'accélérer encore avec l'ouverture potentielle du marché américain (40 % du marché mondial du rhum).

De plus, les autorités cubaines ont annoncé en août 2016 la concession de l'aéroport de La Havane au consortium Bouygues et Aéroports de Paris. Il s'agit de la première fois que les autorités cubaines confient la concession d'une grande infrastructure à des entreprises étrangères. Ce choix inédit se justifie par le dynamisme du tourisme à Cuba (record de 4 millions de visiteurs en 2016), ainsi que par l'arrivée des premiers vols depuis les Etats-Unis. D'autres grands groupes participent aux projets de développement de l'île. Ils se concentrent dans les secteurs du tourisme (Accor), du bâtiment et de la construction (Bouygues), de l'énergie (Total), de la construction électrique (Schneider), de l'agroalimentaire (Soufflet) et des transports (Air France).

1.1 L'accord devrait faciliter le développement des activités de l'Agence française de développement (AFD) à Cuba. Conformément à l'annonce du Président de la République en mai 2015 à l'occasion de son déplacement dans ce pays, l'AFD a ouvert une antenne à La Havane en octobre 2016²³. Elle a d'ores et déjà instruit un premier projet cofinancé avec le fonds international de développement agricole (FIDA) pour la consolidation de l'élevage et de la filière lait dans la région de Camagüey. L'octroi du financement pour ce projet, d'un montant total de 51,6 M€ (AFD 25 millions, Fida 10,9 millions, fonds de contrevaletur franco cubain 6 millions, contrepartie cubaine 9,7 millions), est intervenu en décembre 2016. S'agissant des projets à venir, l'AFD explore des possibilités de financement dans les secteurs du transport, notamment ferroviaire, des énergies renouvelables et de l'assainissement de l'eau. Ces projets sont actuellement à l'étude.

²³ Ouverture d'un bureau de représentation prévue dans le cadre de l'accord relatif à l'établissement et aux activités de l'Agence française de développement et de Proparco dans la République de Cuba, à La Havane le 29 juillet 2016, publié par [décret n° 2017-229 du 23 février 2017](#).

L'agence française de développement bénéficiera du rapprochement entre l'Union européenne et Cuba, avec la perspective de la négociation d'accords techniques et financiers (conventions de prêt, procédure d'achat de matériel et de fourniture à l'international, importations dans des délais raisonnables), de l'identification et du lancement de nouveaux projets dans les meilleurs délais, notamment dans le secteur des transports, de l'eau et de l'assainissement, de l'énergie, du tourisme et de l'aménagement urbain, tous mentionnés comme des secteurs de coopération dans le présent accord.

Cuba s'engage, notamment à l'article 18.5 de l'accord, à accomplir toutes les procédures d'importation, en exemption de droits de douane et de taxes, relatives aux marchandises et aux intrants liés aux actions de coopération.

1.2 Le secteur agricole, qui joue un rôle central à Cuba pour des raisons tant historiques, qu'économiques et sociales, constituait encore en 2015 le premier pourvoyeur d'emplois du pays, réunissant 20 % de la population active. Le pays a longtemps vécu de l'exportation du sucre avec une concentration de la terre qui a fait de la réforme agraire l'un des premiers chantiers de la Révolution, cette monoculture ne permettant pas d'assurer l'autonomie alimentaire du pays. Après la chute de l'Union soviétique, principal fournisseur d'intrants (carburant, engrais) et principal débouché pour la canne, le modèle sucrier a été délaissé au profit des cultures vivrières. Ainsi, en 2014 les ventes de sucre ne représentent plus que 8,6% des exportations cubaines (contre 80% en 1990). Pourtant, l'autonomie alimentaire reste encore à construire. On estime qu'en 2015, Cuba a importé autour de 2Mds USD de produits alimentaires, surtout des céréales (44%), de la viande et préparations à base de viande (15%) et des produits laitiers (13%, principalement du lait en poudre acheté au Canada à prix subventionné). Malgré la priorité donnée à l'agriculture dès 2008 pour l'amélioration du modèle économique, force est de constater que le secteur est encore loin de contribuer au développement du pays. Dans le présent accord, l'article 50 est dédié à l'agriculture, au développement rural, à la pêche et à l'aquaculture, instaurant une coopération des parties dans le but d'améliorer la productivité et la production cubaines, le développement rural, de développer les marchés et la promotion des relations commerciales internationales et l'exploitation et la gestion durable des ressources halieutiques. La chute des importations cubaines dans les années 90 de matériel agricole, d'engrais et de pesticides suite à l'effondrement de l'URSS a eu pour conséquence indirecte le développement local d'une agriculture de conservation qui présente aujourd'hui un intérêt potentiel de coopération technique pour le ministère de l'agriculture français. Les techniques cubaines sont en effet liées à l'agro-écologie et à l'initiative internationale « *4 pour 1000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le climat* »²⁴ lancée lors de la COP21.

Cuba importe près de 70 % des produits alimentaires consommés dans le pays, situation qui semble devoir durer. Près de la moitié des exportations françaises à destination de Cuba sont ainsi des produits agricoles, essentiellement des céréales (80%). D'autre part, la production sucrière cubaine reste à des niveaux faibles, par manque d'investissements. Les autorités cubaines sont à la recherche de partenaires étrangers pour investir dans le secteur agricole et agroalimentaire. Des opportunités existent pour les entreprises françaises en matière de production de bières et malts, de céréales, de farine de blé, de viande porcine, bovine et de volaille, ainsi que pour la production de fertilisants et intrants chimiques ou biologiques et en matière de semences et de génétique animale. Des contrats de gestion pour quatre centrales sucrières ont été ouverts aux investisseurs étrangers. Ce secteur est aussi à la recherche de matériel et machines agricoles.

²⁴ <http://agriculture.gouv.fr/rejoignez-linitiative-4-pour-1000>

Le lancement du premier projet de l'AFD, à savoir la consolidation de l'élevage et de la filière lait dans la région de Camagüey, concourt au renforcement de la coopération entre la France et Cuba dans le secteur agricole. Ce projet a notamment permis l'organisation d'une mission par Business France d'équipementiers agricoles à Cuba en juin 2017. Par ailleurs, la coopération agricole entre la France et Cuba prend appui sur des partenariats entre instituts de recherche (notamment le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes), et implique des établissements d'enseignement technique agricole français (non couverts par le présent accord), en particulier guadeloupéens et martiniquais, des professionnels (via une association pour une agriculture paysanne et écologique dans la Caraïbe – APEC).

1.3 Au niveau bilatéral, la signature en février 2017 d'un accord intergouvernemental²⁵ a permis la **création d'un programme scientifique**, le Partenariat Hubert Curien « Carlos J. Finlay ». Ce nouveau programme doit contribuer à structurer la coopération scientifique dans des secteurs prioritaires pour la France et Cuba (notamment la santé, l'agronomie, et l'environnement). Il vise à favoriser le développement de projets de recherche conjoints de haut niveau. Huit projets ont d'ores et déjà été retenus pour la période 2017-2018 dans des disciplines très variées : l'agronomie, la biologie et la santé, les sciences de l'ingénieur, et la chimie. Le présent accord permettra de renforcer ces coopérations au niveau européen.

4. Conséquences financières :

Le montant de l'aide de l'Union européenne à Cuba était de 86 M€ entre 2008 et 2014 et s'élève à 50 M€ pour la période 2014-2020 via l'Instrument de coopération au développement (ICD)²⁶. Ce pays étant considéré comme « gradué », c'est-à-dire sorti du champ d'éligibilité selon les critères du comité d'aide au développement de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union européenne se désengage progressivement en matière d'aide publique au développement. Sur cette période, 21 M€ sont dédiés à l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, 18 M€ à l'environnement et au changement climatique, 10 M€ au développement social et économique et 1 M€ à des actions de soutien diverses. Par ailleurs, 5 M€ ont été alloués pour cette même période à des projets dans le secteur social et culturel et Cuba est éligible aux programmes européens pour l'Amérique latine (en particulier AI-Invest (soutien aux PME), COPOLAD (coopération en matière de lutte contre le trafic de drogue), EUROCLIMA et Erasmus+).

²⁵ Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba relatif à la création d'un programme conjoint de coopération scientifique « partenariat Hubert Curien (PHC) franco-cubain Carlos J. Finlay », signé à La Havane le 17 février 2017. Les autorités cubaines n'ont pas encore notifié leur approbation de cet accord. En application des dispositions de son article 11, il entrera en vigueur après notification par les parties de l'accomplissement des procédures internes requises.

²⁶ Source Commission européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-742_fr.htm

L'instrument de financement de l'Union européenne pour la coopération au développement (2014-2020) institué par le [règlement \(UE\) N° 233/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014](#)

Aucun engagement financier supplémentaire spécifique ne découle du présent accord. Néanmoins, le développement d'une assistance technique et financière et la promotion de modalités et d'instruments innovants de coopération et de financement sont prévus à l'article 18.1 a) et à l'article 20, concernant les modalités et procédures de coopération ainsi que les moyens de la coopération et la protection des intérêts financiers des parties. L'Union européenne doit informer Cuba des nouveaux mécanismes et instruments dont ce pays pourrait bénéficier et il est prévu que l'aide humanitaire de l'Union soit fournie sur la base des besoins définis conjointement en cas de besoin. A l'article 37 sur le développement et la cohésion sociale, les parties reconnaissent également que pour réaliser leurs objectifs elles « *mobiliseront d'importantes ressources financières provenant à la fois des ressources de coopération et des ressources internes* », ce qui ne les engage cependant pas à fixer des engagements nouveaux ou chiffrés.

5. Conséquences sociales :

Le titre III de la partie III est consacré à la promotion de la justice, à la sécurité des citoyens et aux migrations. Les domaines de coopération qui y sont identifiés et qui relèvent du domaine social concernent la prévention et la lutte contre le problème mondial de la drogue (article 28) et la société civile, dont le « rôle potentiel » à la réalisation des objectifs de l'accord est souligné (article 36). Le titre IV de la partie III est dédié au développement social et à la cohésion sociale dans l'optique de réaliser les objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030. Les domaines de coopération identifiés dans ce domaines sont l'emploi et la protection sociale (article 38), l'éducation (article 39), la santé publique (article 40), la protection des consommateurs (article 41), la culture et le patrimoine (article 42), les personnes en situation de vulnérabilité (article 43), la dimension hommes-femmes (article 44), la jeunesse (article 45) et le développement des communautés locales (article 46). Les parties s'engagent essentiellement au partage de bonnes pratiques, d'information et d'expérience en matière de politique économique, commerciale, d'investissement, budgétaire, sociale, d'emploi, de protection sociale, et de lutte contre toutes les discriminations.

Pour la France, ces dispositions doivent permettre d'accroître nos échanges, nos actions de coopération et la mobilisation d'expertise technique avec Cuba dans tous ces domaines. Les ministres de la santé français et cubain ont notamment signé en mai 2015, à l'occasion de la visite du Président de la République à Cuba, une déclaration d'intention pour le renforcement de la coopération sanitaire²⁷. Cette déclaration d'intention vise à développer les échanges sur un secteur dans lequel l'expertise des autorités françaises est particulièrement reconnue. Les similarités des systèmes de santé respectifs, s'appuyant sur le concept de service public de la santé, permet d'envisager des pistes de collaboration intéressantes entre les deux pays et constitue une valeur ajoutée de la France par rapport au système de santé américain.

Par ailleurs, la France et Cuba mènent des actions de coopération en matière de lutte contre les violences et les discriminations à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI).

²⁷ <https://cu.ambafrance.org/Signature-d-une-lettre-d-intention-pour-le-renforcement-de-la-cooperation>

6. Conséquences administratives :

En France, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est la principale administration concernée par la mise en œuvre du présent accord, et en particulier la direction des Amériques, la direction de l'Union européenne, et l'ambassade de France à La Havane pour le suivi de la mise en place des dialogues, des consultations régulières et de la bonne coopération entre l'Union européenne, la France et Cuba. L'agence française de développement, les ministères techniques et tout autre opérateur ayant vocation à intervenir à Cuba pourront par ailleurs évaluer la mise en place et l'utilité de l'accord via le degré d'amélioration de la coopération, des relations administratives et du climat des affaires à Cuba. Ce suivi fait partie de l'activité régulière des administrations concernées et n'aura pas d'incidence sur le budget du ministère et des opérateurs, que ce soit en termes de coût ou d'effectifs.

L'accord prévoit l'institution d'un conseil conjoint (article 81) qui se réunira régulièrement (tous les deux ans au maximum) au niveau ministériel pour examiner toute question importante s'inscrivant dans le cadre de l'accord et d'un comité mixte composé (article 82) de représentants des parties au niveau des hauts fonctionnaires. Un sous-comité de coopération est institué et des sous-comités thématiques peuvent également être créés (article 83). Le rôle des États membres est cependant secondaire dans ces instances de discussion et de coordination par rapport à celui de l'Union européenne.

7. Conséquences concernant la parité entre les femmes et les hommes et la jeunesse :

La dimension homme-femme est identifiée comme l'un des secteurs de coopération de l'accord (article 44) qui renvoie en particulier à l'application effective de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à la déclaration et au programme de Pékin²⁸. Parmi les objectifs de coopération figurent notamment l'égalité des chances dans les domaines politique, économique, social et culturel, la lutte contre la violence faite aux femmes et l'autonomisation des femmes.

L'article 45 est dédié à « la jeunesse ». Il prévoit que « la coopération entre les parties appuie toutes les politiques pertinentes concernant la jeunesse », stipule que la coopération vise à encourager une participation active des jeunes à la société, et vise la mise en œuvre de programmes pour favoriser la coopération entre les organisations de jeunesse, notamment des programmes d'échange. L'article 39 est par ailleurs dédié à la coopération dans le domaine de l'éducation.

²⁸ Adoptés à la 16e séance plénière le 15 septembre 1995 de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Beijing du 4 au 15 septembre 1995 : <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>

8. Conséquences environnementales :

Le développement durable et la durabilité environnementale sont identifiés comme des secteurs de coopération à l'article 20. Le titre V de la partie III est par ailleurs dédié à l'environnement, la gestion des risques de catastrophe et au changement climatique. On peut regretter l'absence de mention des engagements dans le cadre de l'accord de Paris, sans doute due à la concomitance de la fin de la négociation et de la tenue de la COP21, mais il est bien précisé à l'article 47.3 que la coopération doit faciliter les progrès lors des conférences internationales et contribuer à la mise en œuvre effective des accords multilatéraux dans le domaine du changement climatique, de la biodiversité, de la désertification, de la sécheresse et de la gestion des produits chimiques. La coopération doit notamment favoriser les initiatives conjointes dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique. Les dispositions concernant l'eau et l'assainissement se réfèrent à la disponibilité, la gestion durable de l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour tous.

Il est à noter que Cuba a activement contribué à la conclusion d'un accord universel, contraignant et ambitieux lors du sommet de Paris en décembre 2015. En effet, elle a joué un rôle de « facilitateur », qui s'est avéré décisif pour convaincre certains pays, initialement opposés à cet accord. En outre, Cuba a officiellement ratifié l'accord de Paris le 12 décembre 2016 et se montre actif dans toutes les enceintes multilatérales quant à la défense des préoccupations environnementales partagées par la France.

V – État des signatures et ratifications

L'Union européenne, l'ensemble de ses États membres, et la République de Cuba ont signé le présent accord le 12 décembre 2016 à Bruxelles.

Les processus de ratification sont en cours. A ce jour, l'accord a été ratifié par onze États membres de l'Union : Bulgarie, République tchèque, Allemagne, Estonie, Hongrie, Lettonie, Finlande, Danemark, Espagne, Luxembourg et Slovaquie²⁹.

Le Parlement européen a approuvé l'accord le 5 juillet 2017, ouvrant la voie à son application provisoire. Cette application provisoire est effective depuis le 1^{er} novembre 2017³⁰.

VI - Déclarations ou réserves

Le Gouvernement français n'envisage pas de faire de réserve ou de déclaration.

²⁹ <http://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/agreements-conventions/agreement/?aid=2016056>

³⁰ <http://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/agreements-conventions/agreement/?aid=2016056>